

Erdélyt illető
ORSZÁGOS KORMÁNYLAP.

1857-dik év.

I. R É S Z.

IX. darab.

Kiadott és szétküldött szeptember 26-kén 1857.

120. szám.

Allamszerződvény

Ausztria, Franciaország, Nagybritania, Poroszország, Oroszország és Schweiz között, a neuenburgi hercegség népjogi helyzetének szabályozása tárgyában.

(Meggötetett Párizsban 1857. május 26-kán. Ő Felsege által jóváhagyatott 1857. június 10-kén, s a jóváhagyásokban kicseréltetett Párizsban 1857. június 16-kán.)

A birodalmi törvénylap XXVII. dar. 120. sz. kiadott július 8-kán 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae

Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux Austriae, Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiaro Nostro atque Serenissimorum Potentissimorumque Principum, Francorum Imperatoris, Magnae Britanniae Reginae, Borussiae Regis, omniumque Russiarum Imperatoris Plenipotentiaris, cum Helvetiae foederatae Plenipotentiaro eo fine, ut Principatus Neoburgensis Comitatusque Valenginensis status, conventionibus definitus, Europaeae pacis conservandae causa modificetur, die 26. Maji anni currentis Lutetiae Parisiorum tractatus initus et signatus fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Landes-Regierungsblatt

für

Siebenbürgen.

Jahr 1857.

I. A b t h e i l u n g.

IX. Stück.

Ausgegeben und versehen am 26. September 1857.

No. 120.

Staatsvertrag

zwischen Oesterreich, Frankreich, Großbritannien, Preußen, Rußland und der Schweiz, in Betreff der Regelung der völkerrechtlichen Stellung des Fürstenthumes Neuenburg.

(Geschlossen zu Paris den 26. Mai 1857. Von Seiner Majestät ratificirt unter dem 10. Juni 1857, und in den Ratificationen ausgewechselt zu Paris den 16. Juni 1857.)

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVII. Stück No. 120, ausgegeben am 8. Juli 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae

Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux Austriae, Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiaro Nostro atque Serenissimorum Potentissimorumque Principum, Francorum Imperatoris, Magnae Britanniae Reginae, Borussiae Regis, omniumque Russiarum Imperatoris Plenipotentiaris, cum Helvetiae foederatae Plenipotentiaro eo fine, ut Principatus Neoburgensis Comitatusque Valenginensis status, conventionibus definitus, Europaeae pacis conservandae causa modificetur, die 26. Maji anni currentis Lutetiae Parisiorum tractatus initus et signatus fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Бюлетинъ гьбернъли провинциале

пентре

A P D E A L Ő.

Ангал 1857

I. С Е Н Ч И Ъ Н Е.

IX. тьпелкис.

Естрдатъ ми тьпелкисъ на 26. Сентемьре 1857.

№. 120.

Tratatъ de ciatъ

днтре Австриа, Франция, Британя импер, Прусия, Русия ми Свигера, деснтре пердарае ситъчидней интеръчиднаал а принципатъли Небенбург.

(Анкеиатъ на Парисъ на 26. Маис 1857. Дин партеа Маиектатеи Сале патификатъ на 10. Изне 1857, ми патификъчидние рескимвате на Парисъ на 16. Изне 1857.)

На бюлетинъли имперяле тьпелкисъ XXVII, №. 120, естрдатъ на 8. Изне 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae

Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux Austriae, Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiaro Nostro atque Serenissimorum Potentissimorumque Principum, Francorum Imperatoris, Magnae Britanniae Reginae, Borussiae Regis, omniumque Russiarum Imperatoris Plenipotentiaris, cum Helvetiae foederatae Plenipotentiaro eo fine, ut Principatus Neoburgensis Comitatusque Valenginensis status, conventionibus definitus, Europaeae pacis conservandae causa modificetur, die 26. Maji anni currentis Lutetiae Parisiorum tractatus initus et signatus fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, désirant préserver la paix générale de toute cause de perturbation, et concilier, à cet effet, avec les exigences du repos de l'Europe, la situation internationale de la Principauté de Neuchâtel et du Comté de Valengin, et

Sa Majesté le Roi de Prusse, Prince de Neuchâtel et Comté de Valengin, ayant témoigné son intention de déférer, dans le but précité, aux vœux de ses alliés; la Confédération Suisse a été invitée à s'entendre avec Leurs dites Majestés sur les dispositions les plus propres à obtenir ce résultat.

En conséquence, Leurs dites Majestés et la Confédération Suisse ont résolu de conclure un Traité, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. Joseph Alexandre Baron de Hübner, Grand' Croix de Ses Ordres de Léopold et de la Couronne de fer etc. etc. etc. Son Conseiller intime actuel et Son Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Alexandre Comte Colonna Walewski, Sénateur de l'Empire, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur etc. etc. etc. Son Ministre et secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Henry Richard Charles Comte Cowley, Vicomte Dangan, Baron Cowley, Pair du Royaume-Uni, Membre du Conseil privé de Sa Majesté Britannique, Chevalier Grand' Croix du très-honorable Ordre du Bain, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Prusse, M. Maximilien Frédéric Charles François Comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schönstein, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge, de première classe, avec feuilles de chêne, Chevalier de la Croix d'honneur de Hohenzollern première classe etc. etc. etc. Son Conseiller privé actuel et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. le Comte Paul Kisseleff, Chevalier des Ordres de Russie, décoré du double portrait des Empereurs Nicolas et Alexandre II. etc. etc. etc. Son Aide de camp général, Général d'infanterie, Membre du Conseil de l'Empire, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, M. le Docteur Jean Conrad Kern, Membre du Conseil des Etats Suisses, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, Chargé d'une mission spéciale;

lesquels, après s'être communiqué Leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

A r t. I.

Sa Majesté le Roi de Prusse consent à renoncer à perpétuité pour lui, ses héritiers et successeurs aux droits Souverains que l'Article 23 du Traité, conclu à Vienne, le 9 Juin 1815, lui attribue sur la Principauté de Neuchâtel et le Comté de Valengin.

A r t. II.

L'Etat de Neuchâtel, relevant désormais de lui-même, continuera à faire partie de la Confédération Suisse au même titre que les autres Cantons, et conformément à l'Article 75 du Traité précité.

A r t. III.

La Confédération Suisse garde à sa charge tous les frais résultant des événements de Septembre 1856. Le Canton de Neuchâtel ne pourra être appelé à contribuer à ces charges que comme tout autre Canton, et au prorata de son contingent d'argent.

A r t. IV.

Les dépenses qui demeurent à la charge du Canton de Neuchâtel seront réparties entre tous les habitants, d'après le principe d'une exacte proportionnalité, sans que, par la voie d'un impôt exceptionnel, ou de toute autre manière, elles puissent être mises exclusivement ou principalement à la charge d'une classe ou catégorie de familles ou d'individus.

A r t. V.

Une amnistie pleine et entière sera prononcée pour tous les délits ou contraventions politiques ou militaires en rapport avec les derniers événements et en faveur de tous les Neuchâtelois, Suisses ou étrangers, et notamment en faveur des hommes de la milice qui se sont soustraits, en passant à l'étranger, à l'obligation de prendre les armes.

Aucune action, soit criminelle, soit correctionnelle, en dommages et intérêts, ne pourra être dirigée, ni par le Canton de Neuchâtel, ni par aucune autre Corporation ou personne quelconque, contre ceux qui ont pris part directement ou indirectement aux événements de Septembre.

L'amnistie devra s'étendre également à tous les délits politiques ou de presse antérieurs aux événements de Septembre.

A r t. VI.

Les revenus des biens de l'Eglise qui ont été réunis, en 1848, au domaine de l'Etat, ne pourront pas être détournés de leur destination primitive.

A r t. VII.

Les capitaux et les revenus des fondations pieuses, des institutions privées, d'utilité publique, ainsi que la fortune léguée par le Baron de Pury à la bourgeoisie de Neuchâtel, seront religieusement respectés: Ils seront maintenus, conformément aux intentions des fondateurs et aux actes qui ont institué ces fondations, et ne pourront jamais être détournés de leur but.

A r t. VIII.

Le présent Traité sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées dans le délai de vingt et un jours ou plus tôt si faire se peut. L'échange aura lieu à Paris.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 26 Mai 1857.

(L. S.) **Hübner.**

(L. S.) **A. Walewski.**

(L. S.) **Cowley.**

(L. S.) **Chd. Hatzfeldt.**

(L. S.) **Ct. Kisseleff.**

(L. S.) **Kern.**

Ő Felségeik az ausztriai Császár, a francziák Császára, Nagybritannia és Irland egyesült királyság Királynéja, a minden oroszok Császára áthatva lévén azon óhajtástól, miszerint a közbékét az arra háborítólág ható minden októl megóvják, s e végre a neuenburgi herczegség s a valengini grófság-népjogi helyzetét Europa nyugalmanak követelményeivel öszhangzásba hozzák, és

Ő Felsége a porosz Király, neuenburgi herczeg és valengini gróf tudatván abbeli szándékát, miszerint az említett czélből szövetségeseinek kívánatát teljesíteni kész, — a schweizi szövetség fölhivatott, miszerint Ő Felségeikkel az ezen czél elérésére legalkalmasbb intézkedések iránt értekeztek.

Ennek folytán Ő Felségeik s a schweizi szövetség egy szerződvény kötését elhatározták s meghatalmazottjaikká kinevezték:

Ő Felsége az ausztriai Császár, Báró Hübner József Sándort, az ausztriai császári Leopold-rend nagykeresztesét s a vas koronarend első osztályu vitézét sat. sat. sat., Ő Felségének valóságos belső titkos tarácsosát s Ő Felségénél a francziák Császárnánál nagykövetét;

Ő Felsége a francziák Császára, Gróf Colonna Walewsky Sándort, a birodalom szenatorát, a francia hecsület-rend nagykeresztesét sat. sat. sat., Ő Felségének ministerét s államtitkárát a külügyek osztályában;

Ő Felsége Nagybritannia és Irland egyesült királyság Királynéja, Gróf Cowley Henrik Richard Károly, Dangan algróf, Cowley, bárót, az egyesült királyság országnagyját, Ő Felsége titkos tanácsának tagját, az igen tisztességh-rend nagykeresztesét; Ő Felségének Ő Felségénél a francziák Császárnánál rendkívüli s teljhatalmu nagykövetét;

Nachdem ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich, der Kaiser der Franzosen, die Königin des vereinigten Königreiches von Großbritannien und Irland, der Kaiser aller Ruessen, den Wunsch hegen, den allgemeinen Frieden vor jeder Ursache einer Störung zu bewahren, und zu diesem Ende die völkerrechtliche Stellung des Fürstenthumes Neuenburg und der Grafschaft Valengin mit den Forderungen der Ruhe Europas in Einklang zu bringen, und

nachdem Seine Majestät der König von Preussen, Fürst von Neuenburg und Graf von Valengin, Seine Absicht zu erkennen gegeben haben, zu dem erwähnten Zwecke den Wünschen seiner Allirten entgegen zu kommen, — so ist die schweizerische Eidgenossenschaft eingeladen worden, mit den vorgenannten Majestäten sich über die geeigneten Bestimmungen zur Erreichung dieses Zweckes zu verständigen.

Dem zu Folge haben Ihre genannten Majestäten und die schweizerische Eidgenossenschaft beschlossen einen Vertrag abzuschließen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath und Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser der Franzosen, Joseph Alexander Freiherrn von Hübner, Großkreuz des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens und Ritter des Ordens der Eisernen Krone erster Classe u. u. u.

Seine Majestät der Kaiser der Franzosen, Allerhöchstihren Minister und Staatssecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten Alexander Grafen Colonna-Walewski, Senator des Reiches, Großkreuz des französischen Ordens der Ehrenlegion u. u. u.:

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Großbritannien und Irland den sehr ehrenwerthen Heinrich Richard Carl Grafen Cowley, Vicomte Dangan, Baron Cowley, Pair des vereinigten Königreiches von Großbritannien und Irland, Mitglied des geheimen Rathes Ihrer britischen Majestät, Großkreuz des sehr ehrenwerthen Bath-Ordens, Ihrer Majestät außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser der Franzosen u. u. u.:

Мајестѣтице лорѣ императѣлѣ Австрійѣ, императѣлѣ Франціорѣ реѣина импернатѣлѣ рѣмнѣ алѣ Британіѣ марѣ ші алѣ Ирландіѣ, ші императѣлѣ ітѣрорѣ Рѣсіелорѣ, допіндѣ а дикѣнѣра вер че касѣ пріи карѣ с'арѣ конѣрѣва начѣа цперале, воіндѣ а рѣгла спрѣ ачѣстѣ скопѣ сітѣчѣінеа інтерпѣчѣінеа а пріпчпнатѣлѣ Нѣвенбѣрг ші а комітатѣлѣ Валѣнгін кѣ есіпінѣле пѣчѣі Европѣі, еар:

Maiestatea Ca reucele Pręciei, prinčipele de Nevenbęrg şi komitele de Valengin de-klaręndose kę spre aчestę skopę voiesчe сę дпплінеаскѣ допінѣа аладілорѣ сеі, — с'а іnvitatę конфедерчѣінеа Свідѣранѣ ка сę се дпцѣлеарѣ кę ншмітеле Маіестѣлѣ дп пріvінѣа діпнѣсѣчѣілорѣ деліпсѣ спре ажнѣцѣреа ачѣстѣі скопѣ.

Prin зрмарѣ ншмітеле Маіестѣлѣ ші конфедерчѣінеа свідѣранѣ аѣ деісѣ а дпкеіа дпѣре сіне шѣ трантатѣ, ші аѣ деншмітѣ де дпнштеріпї аї сеі:

Maiestatea Ca императѣлѣ Австрійѣ, пѣ домнѣлѣ Іосѣфѣ Александрѣ Баронѣ дп Hübner, крѣчѣа марѣ а ордінарѣлѣ имперѣтѣскѣ австріакѣ леополдінѣ ші кавалѣрѣ алѣ ордінарѣлѣ коронѣі де фѣрѣ класа I. ші ч. л., консіліарѣлѣ сеѣ інімѣ ші амбасадорѣ, ла Маіестатеа Са императѣлѣ Францілорѣ.

Maiestatea Ca императѣлѣ Францілорѣ пѣ домнѣлѣ Александрѣ коміте Colonna Walewski, сенаторѣлѣ імперѣлѣі, крѣчѣа марѣ а ордінарѣлѣ имперѣтѣскѣ алѣ леісінеі де оноре III. ч. л., міністрѣлѣ ші секретарѣлѣ сеѣ де ctatę дп деспѣррїмѣнтѣлѣ трѣвілорѣ естерне.

Maiestatea Ca реѣіна импернатѣлѣ рѣмнѣ алѣ Британіѣ марѣ ші алѣ Ирландіѣ не пре опоравіларѣ:

Heinrich Richard Каролѣ Коміте Cowley, Vicomte Dangan, Баронѣ Cowley, перѣ алѣ импернатѣлѣ рѣмнѣ алѣ Британіѣ марі ші алѣ Ирландіѣ, метѣрѣ консіліарѣлѣ пріvатѣ алѣ Маіестатеі Сае британіѣ, крѣчѣа марѣ а пре опоравіларѣлѣ ордінарѣ de Bain, амбасадорѣ естраordinарѣ ші дпнштерітѣлѣ Маіестатеі Сае лѣнѣгѣ

Ő Felsége a porosz Király, Gróf Hatzfeld-Wildenburg-Schönstein Miksa Frigyes Károly Ferenczét, a vörös sas-rend tölgylombos első osztályu vitézét, a hohenzollerni becsület-rend első osztályu vitézét sat. sat. sat., Ő Felségének belső titkos tanácsosát, a francia udvarnái rendkívüli követét és teljhatalmu miniszterét;

Ő Felsége a minden oroszok Császára, Gróf Kisseleff Pált, az orosz rendek vitézét, Miklós es II. Sándor Császárok kettős arczképének tulajdonosát sat. sat. sat., Ő Felségének vezér-hadsegédét, gyalogság-vezérét, a birodalmi tanács tagját, Ő Felségének Ő Felségénél a francziák Császárnái rendkívüli s teljhatalmu nagykövetét;

s a schweizi szövetség tanácsa, Dr. Kern János Konrádot, a schweizi rendek tanácsának tagját, külön küldetésü teljhatalmu ministert s rendkívüli követet,

kik is fölhatalmazványaikat egymással kölcsönösen közölván s kellő alakuknak találván, következő czikkeben állapodtak meg:

I. cikk.

Ő Felsége a porosz Király saját, örökösei s utódai nevében, örök időkre beleegyezik az 1815 junius 9-kén Bécsben kelt szerződvény 23. czikke által a neuenburgi herczegség s a valengini grófság tekintetében reáruházott fejedelmi jogokról lemondásba.

II. cikk.

A neuenburgi állam ezentul önmagától függvén, továbbá is a schweizi szövetség egy részét képezendi, ugyanazon jog szerint, mint a többi cantonok, s a főnemlített szerződvény 75. czikke értelmében.

III. cikk.

A schweizi szövetség viseli mindazon költségeket, mellyek az 1856. évi szeptemberi események által okoztattak. Neuenburg canton azoknak viselésére csak mint bármely más canton s pénzjutalékának aránya szerint fog szoríthatatni.

IV. cikk.

Azon kiadások, mellyekkel Neuenburg canton megróva marad, minden lakosokra a szigoru arányosság elve szerint fognak kivettetni, a nélkül, hogy azok kivételes adó utján vagy bármely más módon kizárólag vagy főleg a családok vagy személyek valamely osztályára vagy rendére rovathatnának.

Seine Majestät der König von Preußen Altherhöchsthren geheimen Rath und außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am französischen Hofe, Max Friedrich Carl Franz Grafen von Hatzfeld-Wildenburg-Schönstein, Ritter des rothen Adler-Ordens, erster Classe mit Eichenlaub, Ritter des Ehrenkreuzes von Hohenzollern erster Classe u. u. u.;

Seine Majestät der Kaiser aller Ruessen, Altherhöchsthren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser der Franzosen, General-Adjutanten, General der Infanterie, Mitglied des Reichsrathes, Grafen Paul Kisseleff, Ritter der Orden von Rußland, Inhaber des Doppelportraits der Kaiser Nicolaus und Alexander II. u. u. u.

und der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft den Dr. Johann Conrad Kern, Mitglied des schweizerischen Ständerathes, bevollmächtigten Minister und außerordentlichen Gesandten in besonderer Sendung,

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten gegenseitig mitgetheilt und in gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I.

Seine Majestät der König von Preußen williget ein, auf ewige Zeiten für sich, Seine Erben und Nachfolger auf die Souverainitätsrechte zu verzichten, welche ihm der Artikel 23 des am 9. Juni 1815 zu Wien abgeschlossenen Vertrages auf das Fürstenthum Neuenburg und die Graffschaft Valengin zuerkennt.

Art. II.

Der Staat Neuenburg, von nun an sich selbst angehörend, wird fortfahren einen Theil der schweizerischen Eidgenossenschaft zu bilden, nach gleichem Rechte wie die übrigen Cantone und in Gemäßheit des Art. 75 des obgedachten Vertrages.

Art. III.

Die schweizerische Eidgenossenschaft trägt alle Kosten, welche die Ereignisse im September 1856 verursacht haben. Der Canton Neuenburg wird zur Tragung derselben nicht anders verhalten werden können, als jeder andere Canton und nach Verhältniß seines Geldcontingentes.

Art. IV.

Die Ausgaben, mit welchen der Canton Neuenburg belastet bleibt, werden auf alle Einwohner nach dem Grundsätze einer genauen Verhältnißmäßigkeit vertheilt, ohne daß sie im Wege einer Ausnahmesteuer oder auf irgend eine andere Weise einer Classe oder Kategorie von Familien oder Personen ausschließlich oder vorzugsweise aufgebürdet werden können.

M. C. Императоръ Франціи им. ч. л., Маистатеа Са рецеле Прѣциел не домнаѣ Максиміанъ Фидерикъ Каролъ Франчичкѣ комите де Хатцфельд-Вилденбург-Шёнштейн, кавалеръ де ординаѣ вѣлѣрѣлѣи рошѣ класа I. кѣ Францѣ де стѣпаръ, кавалеръ де крѣчае де онопе де Хохенцоллерн класа I. м. ч. л., концилиарѣлѣ сеѣ Антимѣ, трѣмичѣ естраординаре ши министрѣ плининстате ла крѣтеа Маистатеѣ сае императорѣ Франціиорѣ.

Maiestatea Ca Императоръ Россіиоръ не домнаѣ комите Павелъ Киселефф, кавалеръ алѣ орѣдѣриорѣ де Рѣсія, декоратѣ кѣ портретѣлѣ дѣпѣлѣ алѣ императорѣ Николае ши Александръ II. м. ч. л., адистанте цинерале, цинерарѣ де инфантерѣ, мембрѣ концилиарѣ имперіале, амбасадорѣлѣ ши днпстерѣлѣ естраординаре ла Маистатеа Са Императорѣ Франціиорѣ,

ши концилиарѣ конфедерѣцїишеи Свїцериане не домнаѣ Dr. Ioanъ Konrad Kern, мембрѣ концилиарѣ де стате дин Свїцера, министрѣ плининстате ши трѣмичѣ естраординаре дн мичїне специале,

карї дѣпѣлѣ че ши-аѣ коммѣникатѣ рѣчинпрокалминте плининстингеле лорѣ ши ле аѣ аѣлатѣ дн форма кѣввинитѣ, с'аѣ днвоитѣ днпре сїно аснра вртѣторѣлорѣ арїкѣлѣ:

Artik. I.

Maiestatea Ca рецеле Прѣциел се днвоїесче, ка сѣ рѣнѣнѣнѣ нѣнтрѣ тодѣсна, нѣнтрѣ сїно, ерезиї ши вртѣторїї сеї де дрѣнтѣрїе де сѣверанитате дн прївїнда прїнчїпалѣлѣ Нѣзенѣврѣ ши а комитатѣлѣ Валенгїн че і с'аѣ рѣкѣнноркѣтѣлѣ прїн арїкѣлѣлѣ 23 дин трантатѣлѣ днкеїатѣ дн Біена дн 9. Існїе 1815.

Artik. II.

Статеѣ Нѣзенѣврѣ, фїїндѣ де сїне, ва форма о парте а конфедерѣцїишеи Свїцериане кѣ ачелешї дрѣнтѣрїї че ле аѣ ши чѣделалте кантоне ши дн конформитате кѣ арїк. 75 дин чїтатѣлѣ трантатѣ.

Artik. III.

Конфедерѣцїишеа де Свїцера ва нѣрѣта тоѣе спеселе че с'аѣ кѣзчатѣ прїн евенїмїнтелѣ дин Сентѣмбрѣ дин анѣлѣ 1856. Кантонѣлѣ Нѣзенѣврѣ нѣ ва контрївїзі маї мѣлѣлѣ дн прївїнда ачѣсторѣ спесе декѣтѣлѣ чѣделалте кантоне, ши дн пропѣрѣцїишеа контїнѣнтѣлѣлѣ сеѣ де банї.

Artik. IV.

Спеселе че кадѣ аснра кантонѣлѣ Нѣзенѣврѣ се ворѣ днпѣрѣцїї нѣсте тоцї локѣїторїї дѣпѣлѣ прїнчїпалѣлѣ знѣї пропѣрѣцїишеї есанте, ши нѣ ва фї нѣрмїсѣ, ка дн формѣ де контрївїцїише есѣнѣцїишаре ор дн вер че аѣтѣ модѣлѣ сѣ се днпѣнѣлѣ ескѣлѣсїве ор прїнчїпалмїнте нѣ-маї аснра знѣї класѣ ор категорїе де фамїлїе ор персѣне.

V. cikk.

Teljes és egészeni bünfeledés hirdettetik, mindazon politikai és katonai büntetésekre vagy vétségekre, mellyek az utolsó eseményekkel kapcsolatban állanak, még pedig minden neuenburgi, schweizi vagy idegen egyénekre, s jlesen azon katonákra nézve is, kik a külföldre távozás által magukat a fegyverszolgalati kötelesség alul kivonták.

Kártérítési kereset akár bünyádi akár fegyelmi uton nem Neuenburg canton, sem bármelley testület vagy személy által nem inditathatik azok ellen, kik a septemberi eseményekben közvetlenül vagy közvetve részt vettek.

A bünfeledés hasonlóképen a septemberi eseményeket megelőző mindea politikai és sajto-vétségekre is kiterjed.

VI. cikk.

Az 1848 évben az államvagyonhoz csatolt egyházi javak jövedelmei eredeti rendeltetésöktől el nem vonathatnak.

VII. cikk.

A kegyes alapítványok, közhasznu magánintézetek tőkái és jövedelmei, valamint a Báro Pury által a neuenburgi polgárságnak hagyományozott vagyon lelkiismeretesen tiszteletben fognak tartatni; azok az alapítók célzataához s az alapítványi okmányokhoz képest fön fognak maradni, s céljoktól soha el nem vonathatnak.

VIII. cikk.

Jelen szerződvény jóváhagyandó s a jóváhagyások huszonegy nap alatt, vagy ha lehet még előbb kicserélendők. A kicserélés Párizsban fog történni.

Minek bizonyágaul az illető meghatalmazottak azt aláírták s pecsétjeikkel ellátták.

Kelt Párizsban 1857 május 26-kán.

(P. H.) **Hübner.**
(P. H.) **Walewski S.**
(P. H.) **Cowley.**
(P. H.) **CHd. Hatzfeldt.**
(P. H.) **Gf. Kisseleff.**
(P. H.) **Kern.**

Nos visis et perpensis omnibus et singulis tractatus hujus articulis illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur, Verbo Nostro Caesareo pro Nobis Nostrisque successoribus promittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatuross esse.

Art. V.

Eine vollständige und gänzliche Amnestie wird für alle politischen und militärischen Verbrechen oder Vergehen ertheilt, welche zu den letzten Ereignissen in Beziehung stehen, und zwar zu Gunsten aller Neuenburger, Schweizer oder Fremden, und namentlich auch zu Gunsten der Milizen, welche sich durch Entfernung in das Ausland der Waffenpflicht entzogen haben.

Eine criminelle oder correctionelle Klage auf Schadenersatz kann weder von dem Canton Neuenburg, noch von irgend einer Corporation oder Person gegen Diejenigen gerichtet werden, welche unmittelbar oder mittelbar an den September-Ereignissen Theil genommen haben.

Die Amnestie hat sich gleichfalls auf alle, den September-Ereignissen der Zeit nach vorhergehenden politischen und Pressvergehen zu erstrecken.

Art. VI.

Die Einkünfte der Kirchengüter, die im Jahre 1848 zum Staatsvermögen geschlagen worden sind, können ihrer ursprünglichen Bestimmung nicht entfremdet werden.

Art. VII.

Die Capitalien und Einkünfte der frommen Stiftungen, der gemeinnützigen Privatanstalten, sowie das vom Baron von Pury der Bürgerschaft von Neuenburg vermachte Vermögen werden gewissenhaft respectirt; sie werden den Absichten der Stifter und den Stiftungsurkunden gemäß aufrecht erhalten und können nie ihrem Zwecke entfremdet werden.

Art. VIII.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationen in der Frist von Ein und zwanzig Tagen, oder wenn möglich noch früher, ausgetauscht werden. Die Auswechslung wird in Paris stattfinden.

Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihrem Wappensiegel versehen.

So geschehen zu Paris den 26. Mai 1857.

(LS) **Hübner.**
(LS) **A. Walewski.**
(LS) **Cowley.**
(LS) **CHd. Hatzfeldt.**
(LS) **Kisseleff.**
(LS) **Kern.**

Nos visis et perpensis omnibus et singulis tractatus hujus articulis illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur, Verbo Nostro Caesareo pro Nobis Nostrisque successoribus promittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatuross esse.

Art. V.

O amnestia perferentia mi antreaga se pronashit na privinca tatsporaz krimeloz op delinteloz politice mi militari kari claz na legiaz na evinimintole din zrmaz, mi anam pentra tozi loksitopi din Nezenazrg, pentra Svidereni op strini, prezmi mi pentra militari, kari prin merurea na feri strino c'az svtracaz de caz detopinda de a narta arme.

Akuzaz kriminalaz op korrepcionalaz na ce va nstaz zri na privinca decdamnerei nice dekazrg kantonalaz Nezenazrg, nice de kazrg ver ce azaz korporaciane op perczna na kontra celoz ce nemeziatiz op meziatiz az azaz parte la evinimintole din Centemvre.

Amnestia ce va ectinde mi la delintele politice mi de presaz, kari c'az kommicaz na ainte de antzmnazrie din Centemvre.

Art. VI.

Vinitole bazriozaz bisericesti, kari na azaz 1848 c'az dnpresnatiz ka aversea ctazaz, na ce noiz dncrtina dela declinaciane lozaz primitivaz.

Art. VII.

Kanitalole mi vinitole fzndczisnloraz pelioce, ale inclitdelozaz private folocitoraz tatsporaz, prezmi mi aversea ce baronalaz de Pury o a azaz na formaz de azazaz cetzenloraz din Nezenazrg, ce voraz recnenta ka konciniocitate, ce voraz nazra na konformitate ka intenciane fzndatoriloraz mi a dokzintelozaz fzndczisnari mi na ce voraz dncrtina dela skonazaz pentra kari cant declinate.

Art. VIII.

Aczestz trantatz ce va patifika mi patificaciane ce voraz recimva na terminaz de dozececi mi zna de zile, czaz de ce va nstaz mi mai kazandz. Patifikareea ce va face na Parisz.

Supra adeveripe, recnenitiaz dnpstepidz az svzkpicaz aczestz trantatz mi azaz pevectiaz ka ciplale lozaz.

Datz na Parisz na 26. Maiz 1857.

(A. C.) **Hübner.**
(A. C.) **A. Walewski.**
(A. C.) **Cowley.**
(A. C.) **CHd. Hatzfeldt.**
(A. C.) **Kisseleff.**
(A. C.) **Kern.**

Nos visis et perpensis omnibus et singulis tractatus hujus articulis illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur, Verbo Nostro Caesareo pro Nobis Nostrisque successoribus promittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatuross esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die decima Junii anno millesimo octingentesimo quinquagesimo septimo, Regnorum Nostrorum Nono.

Franciscus Josephus.

(L. S.)

Comes a **Buol-Schauenstein** m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae Reg. et Apostolicae Majestatis proprium:

Otto Liber Baro de Meysenbug m. p.

121. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak 1857 június 24-ről, mellyel a rág- s a bór-dönös dohánynak Tirol és Vorarl-bergből a lombard-velencei király-ságbai átvitele tárgyában kelt tilalom közzé tétetik.

A birodalmi törvénylap XXVII. dar. 122. sz. kiadatott július 8-kán 1857.

122. szám.

Rendelete

a belügyi ministeriumnak, a pénz- és igazságügyi ministeriumokkal s a legfőbb rendőri hatósággal egyet-értőleg 1857 június 27-ről,

kíható minden koronaországokra,

mellyel az ugynevezett páros nem páros, s a felső- vagy alsó-játék ti-los játékoknak nyilvánítottak.

A birodalmi törvénylap XXVII. dar. 123. sz. kiadatott július 8-kán 1857.

Eladási tárgyakkal vendéglőkben s más nyilvános helyeken kijárázásánál gyakran előforduló páros vagy nem páros, és a felső- vagy alsó-játék olly tilkos játékoknak nyilvánítottak, mellyek az 1840 október 16-kán 32041. sz. a. kelt udvari kancellariai rende-let,*) s a Magyar-, Horvát- és Tótországban,

*) Politikai törvénygyűjtemény 104. sz. 327. lap.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die decima Junii anno millesimo octingentesimo quinquagesimo septimo, Regnorum Nos-trorum Nono.

Franciscus Iosephus.

(L. S.)

Comes a **Buol-Schauenstein** m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae Regiae et Apostolicae Majestatis proprium:

Otto Liber Baro de Meysenbug m. p.

No. 121.

Er la ß

des Finanzministeriums vom 24. Juni 1857, womit das Verbot der Uebertragung des Rau- und Kübel-Tabaks aus Tirol und Vorarlberg, für das lombardisch-venetianische Königreich fungemacht wird.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVII. Stück, No. 122. ausgegeben am 8. Juli 1857.

No. 122.

V e r o r d n u n g

des Ministeriums des Innern, im Einvernehmen mit dem Ministerium der Finanzen und der Justiz und mit der obersten Polizeibehörde vom 27. Juni 1857,

giltig für alle Kronländer,

betreffend die Erklärung des sogenanntem Grad oder Ungrad und des Hoch- und Unterspiels als verbotene Spiele.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVII. Stück, No. 123, ausgegeben am 8. Juli 1857.

Das beim Auspielen von Verkaufsgegenständen in Gasthäusern und anderen öffentlichen Orten häufig vorkommende Grad oder Ungrad und das Hoch- und Unterspiel werden als solche verbotene Spiele erklärt, welche in Folge des Hofkanzlei-decretes vom 16. October 1840, 3. 32.041 *) und der für die Königreiche Ungarn;

*) Politische Gesetzsammlung, No. 104, Seite 327.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die decima Junii anno millesimo octingentesimo quinquagesimo septimo, Regnorum Nostrorum Nono.

Franciscus Josephus.

(L. S.)

Comes a **Buol-Schauenstein** m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. et Apostolicae Majestatis proprium:

Otto Liber Baro de Meysenbug m. p.

Np. 121.

Декретъ

министеріа де Финанце дин 24. Іunie 1857, prin care pentră pen-păză lombardo-venetiană се проі-вече transfeirea tabacului de mestekată кь дингил преком ми а сьчитрелоръ де табакъ дин Тиролъ ми Форалберга.

Ан вьлетинскъ имперіалє мьнхнкисъ XXVII, Np. 122, естратъ дн 8. Ізіе 1857.

Np. 122.

Ординъчїнеа

министеріа де интерне, дн днше-лєрє кь министеріа де Финанце ми де ждєтїгї ми кь сьпрєма ад-топitate де полигї дин 27. Іunie 1857,

pentră toate ьереle имперіалї,

prin care жокарїе аша нєmite, кь согъ ор Фъръ согъ ми кь нємерї марї ор мїчї се декларъ де проівите.

Ан вьлетинскъ имперіалє мьнхнкисъ XXVII, Np. 123, естратъ дн 8. Ізіе 1857.

Жокарїе аша нєmite кь согъ ор Фъръ согъ ми кь нємерї марї ор мїчї че оккаръ форте деє дн осьтърїе ми ате докарї пь-вїче, се декларъ де атарї жокарї проівите, карї дн зрма декретскї канцеларїє азїчє дин 16. Октомврє 1840, Np. 32041 *), ми дн зрма ординъчїнеї дин 26. Сентемврє

*) Мьнхнкисъ де лєпї колїко Np. 104, страницъ 327.

az Erdélyi nagyfejedelemségben a Szerbvajdaság s temesi hátságban, továbbá a Krakói nagyhercegségben hatályos, 1854 szeptember 27-ki rendelet*) értelmében az általános büntető törvény 522. §-ához képest büntetendők.

Gróf Nadasdy s. k.
Báró Bach s. k.
Báró Bruck s. k.
Báró Kempen s. k. a. t. n.

123. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857 július 2-ról.

Általános Alsó- és Felső-Ausztria, Csehország, Morvaország, Szézia, Steierország, Karantán és Krajna koronaországokra, melly által rendeltetik, miszerint azon jogügyletek iránt, mellyek által ingatlan dolgok tulajdona, hasznélvezete vagy használása ruháztatik át, az okmányok másolatai az illeték kiszabására rendelt hivatalokkal az 1851 márczius 16-kán kelt császári rendelet (birod. törv. lap 67. sz.) értelmében a betáblázási vagy előjegyzési kérvény visszautasítása esetében is közlendők, ha az illeték a jogügylettől s nem a betáblázástól vagy előjegyzéstől fizetendő.

A birodalmi törvénylap XXVII. dar. 125. sz. kiadott július 8-kán 1857.

124. szám.

Császári rendelet

1857 június 26-ról, azon módok iránt, mellyekkel az 1854 január 16-kán kelt legfelsőbb nyiltparancsok (birod. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) s az 1856 január 1-jén kelt legfelsőbb nyiltparancs (bir. törv. lap 7. sz.) határozatai Magyar-, Horvát- és Tótországban a temesi hátságban és Erdélyben a kamarai, pénzalapl,

Kroatien und Slavonien, das Großfürstenthum Siebenbürgen, die serbische Wojwodschast und das Temeser Banat, dann das Großherzogthum Krakau wirksamen Verordnung vom 27. September 1854*) nach dem allgemeinen Strafgesetze, §. 522, zu bestrafen sind.

Graf Nadasdy m. p.
Freiherr von Bach m. p.
Freiherr von Bruck m. p.
Freiherr von Kempen m. p. J. M. J.

No. 123.

V e r o r d n u n g

des Justizministeriums vom 2. Juli 1857,

giltig für die Kronländer Oesterreich unter und ob der Enns, Böhmen, Mähren, Schlessen, Steiermark, Kränthen und Krain, über die Mittheilung von Abschriften der Urkunden über Rechtsgeschäfte, durch welche das Eigenthum, der Fruchtgenuss oder der Gebrauch unbeweglicher Sachen übertragen wird, an die zur Gebührenbemessung bestimmten Aemter, im Sinne der kaiserlichen Verordnung vom 16. März 1851, No. 67 des Reichs-Gesetz-Blattes, auch in den Fällen der Zurückweisung des Intabulations- oder Pränotations-Gefuches, wenn die Gebühr von dem Rechtsgeschäfte und nicht von der Intabulation oder Pränotation zu entrichten ist.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVII. Stück No. 125, ausgegeben am 8. Juli 1857.

No. 124.

Kaiserliche Verordnung

vom 26. Juni 1857, über die Modalitäten, unter welchen die Bestimmungen der Allerhöchsten Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes, und vom 1. Januar 1856, No. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes, auf die Cameral-Fonds, Stiftungs- und auf die der Confiscation verfal-

1854*), пълноте нентр ретнхлѣ Унгарія, Кроація и Славонія, мареле принчатѣ Ардеалѣ, Воиводатлѣ сербикѣ и Банатлѣ тичи мѣнѣ, нентр мареле дѣкатѣ Краковія, хнт-а се пендени дѣпѣ §. 522 алѣ кодичелѣ пенале универсале.

Komite Nadasdy m. p.
Baronak de Bach m. p.
Baronak de Bruck m. p.
Baronak de Kempen m. p. M. J.

Nr. 123.

Ordinъчизнеа

ministerială de жетлгѣ din 2. Iulie 1857,

нентр Аветра де ексѣ ми де мѣѣ, Боемія, Моравія, Силеш, Сърбия, Каринтия и Карниолия, прип каре се прескрие, ка комиле докѣментелорѣ деспре анте легалѣ прип карѣ се трансфересче проприетатеа. дѣкатѣ Фронтарѣ ор дѣкатѣ вѣнѣриелорѣ немѣнкѣторѣ, сѣ се комѣнѣче оФФичиелорѣ destinate нентр дѣмѣсрареа танселорѣ, дн дн-делесѣлѣ ordinъчизнеѣ имперѣтечѣ din 16. Martie 1851, (бѣл. имп. Nr. 67), ми дн касѣриле кландѣ се ва релента инстанѣа де днтавѣларе ор де пренотаре, дѣкѣмба танса ва Фѣ а се респѣнде дѣла антеле легалѣ еар' нѣ дѣла днтавѣлѣчизне ор пренотѣчизне.

Дн вѣлетѣлѣ имперіале тѣнѣнкѣлѣ XXVII Nr. 125, естрадатѣ дн 8. Iulie 1857.

Nr. 124.

Ordinъчизнеа имперѣтеаскѣ

din 26. Iunie 1857, деспре модалѣтѣриле сѣв карѣ сѣнт а се аплика дѣспѣсѣчизниле патентелорѣ имперѣтечѣ din 16. Ianuarie 1854, (бѣл. имп. N. 21, 22 и 23), ми дн 1. Ianuarie 1856, (бѣл. имп. N. 7), да вѣнѣриле Фондѣлѣ камерале ми але Фондѣчизниелорѣ прѣкѣт ми да чело конфискате дн Унгарія, Кро-

*) Birodalmi törvénylap 248. sz. 961. lap.

**) Reichs-Gesetz-Blatt, No. 245, Seite 961.

*) Бѣл. имп. Nr. 245, страница 961.

alaptványi s az elkobzott javakra alkalmazandók.

A birodalmi törvénylap XXVII. dar. 126. sz. kiadatott július 18-kán 1857.

Olly czélből, hogy Magyar-, Horvát- és Tótországomban, továbbá a Szerbvajdaságban s a temesi hátságban, nemkülönbén Erdélyi nagyfejedelemségben a kamarai, pénzalapi s alaptványi javak az 1853 márczius 2-kán kelt nyiltparancsaimhoz (birod. törv. lap 151. sz.) képest kitudott urbéri és tized-kárpótlásban részesíttessenek, s ezen kárpótlásnak az elkobzott javak számáraí kirendelése lehetővé tétessék, ministereim s birodalmi tanácsom meghallgatása után következőket rendelem:

1. §.

Magyar-, Horvát-, Tótország s a Szerbvajdaság és temesi hátság számára 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim (bir. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) s Erdélyország számára 1856 január 1-jén kelt nyiltparancsom (birod. törv. lap 7. sz.) határozatai, a kamarai, pénzalapi, alaptványi s az elkobzott javakra is alkalmazandók, következő módosításokkal,

2. §.

A. A kamarai javak tekintetében, az ezen javakra nézve kitudott kárpótlási követeléseknek, úgy a lejárt járadékokat mint a kárpótlási tőkét illetőleg, az országos földtehermentesítési pénzalapra utalása, birói kirendelési tárgyalás indítása nélkül, közvetlenül a cs. k. országos földtehermentesítési bizottmányok által s ott, hol ezek már megszűntettek, a cs. k. földtehermentesítési pénzalap-igazgatóságok által eszközöndők.

A földtehermentesítési pénzalapok által a kamarai javak kárpótlási követeléseire nézve kibocsátott kötelezvényeknek, a koronajavakat kivéve, melyeknél a kötelezvények a jószág nevére adandók ki, a kamarai kincstár nevére kell szólaniok.

3. §.

B. A pénzalapi és alaptványi javak tekintetében az 1854 január 16-kán (bir. törv.

lenen Güter in Ungarn, Kroatien und Slavonien, in der Wojwodenschaft Serbien mit dem Temeser Banate und in Siebenbürgen in Anwendung zu bringen sind.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVIII. Stück, No. 126, ausgegeben am 18. Juli 1857.

Um den Cameral-Fonds- und Stiftungsgütern in Meinen Königreichen Ungarn, dann Kroatien und Slavonien, sowie in der Wojwodenschaft Serbien mit dem Temeser Banate, dann in Meinem Großfürstenthume Siebenbürgen, die in Gemäßheit Meiner Patente vom 2. März 1853, No. 39, 40 und 42 des Reichs-Gesetz-Blattes, dann vom 21. Juni 1854, No. 151 des Reichs-Gesetz-Blattes, entzifferte Urbarial- und Zehententschädigung zuzuwenden und bezüglich der, der Confiscation verfallenen Güter die Flüssigmachung dieser Entschädigung zu ermöglichen, finde ich nach Einbernehmung Meiner Minister und Anhörung Meines Reichsrathes Folgendes zu verordnen:

§. 1.

Die Bestimmungen meiner Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes für Ungarn, Kroatien, Slavonien und die serbische Wojwodenschaft mit dem Temeser Banate, und 1. Januar 1856, No. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes für Siebenbürgen haben auch in Bezug auf die Cameral-Fonds-, Stiftungs- und die der Confiscation verfallenen Güter mit nachfolgenden Modificationen Anwendung zu finden.

§. 2.

A. In Bezug auf die Cameralgüter hat ohne Einleitung einer gerichtlichen Zuweisungs-Verhandlung die Ueberweisung der für diese Güter ermittelten Entschädigungsforderungen an den Grundentlastungs-Landesfond sowohl in Bezug auf die verfallenen Renten, als auch in Bezug auf das Entschädigungscapital unmittelbar durch die k. k. Grundentlastungs-Landescommissionen, und wo dieselben bereits aufgelöst sind, durch die k. k. Grundentlastungs-Fondsdirectionen zu geschehen.

Die Schulverschreibungen, welche die Entlastungs-fonde für die Entschädigungsforderungen der Cameralgüter ausstellen, haben mit Ausnahme der Kröngüter, bei denen sie auf den Namen des Gutes auszufertigen sind, auf den Namen des Cameralraths zu lauten.

§. 3.

B. In Bezug auf die Fonds- und Stiftungsgüter haben die Bestimmungen der Patente

агпа ми Скиавониа, Воиводатѣлѣ сербикѣ кѣ Банатѣлѣ тимизианѣ ми дн Ардеалѣ.

Ан вѣдетинѣлѣ имперіалѣ тѣнѣнкѣлѣ XXVIII. Nr. 126, естрпатѣлѣ дн 18. Іуліе 1857.

Пентрѣка ла вѣнѣрїлѣ фондѣлѣ камералѣ ми алѣ фѣндѣчїснїлорѣ дїн рѣмнѣлѣ Унгарїа, Кроагїа ми Скиавонїа, Воиводатѣлѣ сербикѣ кѣ Банатѣлѣ тимизианѣ ми дн Ардеалѣ, сѣ се аппїлїе деддмпареа зрварїалѣ ми де дѣчїме дѣтермінатѣлѣ дн конформїтатѣ кѣ патентѣлѣ Ноцтѣ дн 2. Мартѣ 1853, (вѣл. имп. N. 39, 40 ми 42), ми дн 21. Іуніе 1854, (вѣл. имп. N. 151), прѣкѣм ми ка дн прївїнѣа вѣнѣрїлорѣ конфікатѣ сѣ се нѣтѣ рѣспѣнде ачѣаѣта деддмпаре, амѣ афлатѣлѣ кѣ калѣ а ордина зр-мѣтѣрѣлѣ дѣнѣ че амѣ аскѣлатѣлѣ маї днтелѣ не мїнїстрїл ми не консілїѣлѣ меѣ дмперїалѣ:

§. 1.

Дїенѣсѣчїснїлѣ патентѣлорѣ мѣлѣ дн 16. Іанѣарїе 1854, (вѣл. имп. N. 21, 22 ми 23), пентрѣ Унгарїа, Кроагїа, Скиавонїа ми Воиводатѣлѣ сербикѣ кѣ Банатѣлѣ тимизианѣ, ми дн 1. Іанѣарїе 1856, (вѣл. имп. N. 7), пентрѣ Ардеалѣ, се ворѣ аппїка кѣ зрмѣтѣрѣлѣ модїфікѣчїснї ми ла вѣнѣрїлѣ фондѣлѣ камералѣ ми алѣ фѣндѣчїснїлорѣ прѣкѣм ми ла чѣлѣ конфікатѣ.

§. 2.

A. Прѣтїнцїснїлѣ де деддмпаре конѣтатѣлѣ пентрѣ вѣнѣрїлѣ камералї се ворѣ ассѣмпна ла фондѣлѣ дѣрѣл де дѣссѣрчїнарѣа пѣмѣнтѣлѣ атѣлѣ дн прївїнѣа рѣдїтелорѣ кадѣче кѣтѣл ми а капїтѣлѣлѣ де деддмпаре, ми ачѣаѣта ассѣмпнаре фѣрѣ де а маї зрїї вр'о пѣртрѣнтѣрѣ жѣдѣкѣторѣаскѣ де ассѣмпнѣчїснѣ, се ва дн-дѣпїнї дѣадрѣнтѣлѣ де кѣтрѣ ч. р. коммїсїснї де дѣарѣ пентрѣ дѣссѣрчїнарѣа пѣмѣнтѣлѣ, еар' дн локѣрїлѣ зндѣ ворѣ фї дѣсфїнѣгѣтѣ ачѣѣѣа, се ва дн-дѣпїнї де кѣтрѣ ч. р. дї-рѣнтѣратѣ де фондѣрїлѣ пентрѣ дѣссѣрчїнарѣа пѣмѣнтѣлѣ. Облїгѣчїснїлѣ не карї фондѣлѣ де дѣссѣрчїнарѣа ле ва емітѣ пентрѣ прѣтїнцїснїлѣ де деддмпареа вѣнѣрїлорѣ камералї, ворѣ сѣна не пѣмѣлѣ ерарїѣлѣ камералѣ, днсе афѣрѣ де вѣнѣрїлѣ корѣнѣї дн прївїнѣа кѣ-рѣра пѣмітелѣ облїгѣчїснї се ворѣ емітѣ не пѣмѣлѣ вѣнѣлѣ.

§. 3.

B. Дн прївїнѣа вѣнѣрїлорѣ фондѣрїлорѣ ми алѣ фѣндѣчїснїлорѣ се ворѣ аппїка фѣрѣ де

lap 21, 22 és 23. sz.) s 1856 január 1-jén (birod. törv. lap 7. sz.) kelt nyiltparancsok határozatai minden további változtatás nélkül alkalmazandók.

A földtehermentesítési pénzalapok által a pénzalapi és alapítványi javak kárpótlási követeléseire nézve kibocsátott kötelezvényeknek az illető pénzalap vagy alapítvány nevére kell szállaniok.

4. §.

Az elkobzott javakra eső tökekárpótlásnak a földtehermentesítési pénzalapra utalása, rendszerint az 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim (birod. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) 22. §., s az 1856 január 1-jén kelt nyiltparancsom (birod. törv. lap 7. sz.) 21. §. értelmében illetékes bíróság által eszközözendő.

5. §.

Ha valamely elkobzott vagyon fölött csőd nyitattott, az illyes elkobzott tömegek számára a cs. k. földtehermentesítési országos bizottmányok által tökében s járadékokban kitudott kárpótlási követelések utalása iránti tárgyalás, 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim (bir. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) 68. §., s 1856 január 1-jén kelt nyiltparancsom (birod. törv. lap 7. sz.) 67. §. értelmében az illető csődbíróság által, jelesen a Magyar-, Horvát-, Tótországhban, a Szerbvajdaságban temesi bán-ságban és Erdélyben hadi törvényszékileg elítelt személyek elkobzottak nyilvánított vagyona ellen támasztott magánjogi igények elintézése iránt 1851 márczius 20-kán (birod. törv. lap 72. sz.) és 1853 márczius 23-kán kelt rendeleteim (birod. törv. lap 54. sz.) 9 és 14. §§. értelmében, a pesti országos törvényszék kirendelt osztálya s illetőleg a nagy-szebeni kirendelt országos törvényszék által tartandó.

6. §.

Csőd esetén kívül az elkobzott javaknál a lejárt járadékok az illető elkobzott tömeg nevében az államkincstárra utalandók.

7. §.

A földtehermentesítési országos bizottmányok, illetőleg pénzalap-igazgatóságok, mihe-lyest nekik az államkincstár képviselésére

vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes, und vom 1. Januar 1856, Nr. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes, ohne weitere Abänderung Platz zu greifen.

Die Schuldverschreibungen, welche die Entlastungsfonde für die Entschädigungsforderungen der Fonds- und Stiftungsgüter ausstellen, haben auf den Namen des betreffenden Fonds oder der betreffenden Stiftung zu lauten.

§. 4.

Die Ueberweisung der Capitalsentschädigung, welche auf confiscirte Güter entfällt, hat in der Regel durch das, nach dem §. 22 Meiner Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes, und dem §. 21 Meines Patentes vom 1. Januar 1856, No. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes, competente Gericht zu geschehen.

§. 5.

Ist über ein confiscirtes Vermögen der Concurß eröffnet worden, so ist die Verhandlung in Betreff der Ueberweisung der von den k. k. Grundentlastungs-Landescommissionen für derlei verfallene Massen ermittelten Entschädigungsforderungen an Capital und Renten im Sinne des §. 68 Meiner Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes und §. 67 Meines Patentes vom 1. Januar 1856, No. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes, von der betreffenden Concurß-Instanz, nämlich gemäß §§. 9 und 14 Meiner Verordnungen vom 20. März 1851, No. 72 des Reichs-Gesetz-Blattes und vom 23. März 1853, No. 54 des Reichs-Gesetz-Blattes, womit Bestimmungen über die Austragung von Privat-Rechtsansprüchen auf das verfallen erklärte Vermögen kriegsrechtlich verurtheilter Personen in Ungarn, Kroatien, Slavonien der serbischen Wojwodschafft mit dem Temeser Banate, und in Siebenbürgen erlassen worden sind, von der delegirten Abtheilung des Pesther Landesgerichtes und bezüglich dem delegirten Landesgerichte in Hermannstadt zu pflegen.

§. 6.

Außer dem Falle des Concurßes hat bei den verfallenen Gütern die Ueberweisung der verfallenen Renten auf den Staatschatz Namens der betreffenden Confiscationsmasse zu geschehen.

§. 7.

Die Grundentlastungs-Landescommissionen, bezüglich Fondsdirectionen, haben, sobald ihnen von Seite der mit der Vertretung des Staats-

nice o modificărilor dicţionale patente-lorş din 16. Ianuarie 1854, (bzl. imp. N. 21, 22 şi 23), şi din 1. Ianuarie 1856, (bzl. imp. N. 7).

Облігування, по карі фондзлş de decşurinare ле ва емте pentрş pretincş-nile de decdamnarea бнşрлорş фондзлş иі а фндлчлнеі, ворş сннә не нәтеле респентлвлş фондş op a респентлвеі фндлчлнл.

§. 4.

Accemnarea decdamnrşei capitalşlş, care cade асşпра бнşрлорş conficcate, се ва фаче де регелъ де къръ ждевлş competentе днъ §. 22 din patenta din 16. Ianuarie 1854, (bzl. imp. N. 21, 22 şi 23), şi днъ §. 21 алş patentei din 1. Ianuarie 1856, (bzl. imp. Nr. 7).

§. 5.

Дакъ асşпра знеі авері conficcate се ва фл пвлкатş конкърсş, атнчл пертрнтареа дн прлвлца асsemnrşei pretincşnлорş де decdamnare constatate pentрş атарл массе де къръ ч. р. коммлчнл де деаръ pentрş decşurinare пәмжнтлвлş, се ва днделлнл атжş дн прлвлца капиталşлş кәлş иі а редлелорş де къръ респентлвлş форş де конкърсş дн днцелеслş §-лş 68 алş patentei din 16. Ianuarie 1854, (bzl. imp. N. 21, 22 şi 23), иі алş §-лş 67 din patenta din 1. Ianuarie 1856, (bzl. imp. N. 7), адекъ: де къръ decşurlnantşlş, delegatş алş прлвлцллş де деаръ дн Песта иі респентлве де къръ прлвлцллş де деаръ delegatş дн Сжвлş, дн конформлте кş §§. 9 иі 14 din ordlnчл-nile din 20. Marte 1851, (bzl. imp. N. 72), иі din 23. Marte 1853, (bzl. imp. N. 54), прлн карл с'аş емлсş днчşечлнл decşре дн-пллнреа pretincşnлорş прлвате асşпра бнşрлорş conficcate але перснелорş ждекате днъ лецлле веллче din Ungaria, Kroacia, Scia-ronia, Voivodatşlş servlkş кş Banatşlş lim-lşianş иі din Ardealş.

§. 6.

Афаръ де конкърсş, ла бнşрлше кадвче асsemnarea редлелорş кадвче ла влстерла cl-тлşл се ва фаче дн нәтеле респентлвеі массе де conficcare.

§. 7.

Коммлчнлше де деаръ pentрş decşurlna-rea пәмжнтлвлş, респентлве длренторателе де фондşрл, днъ че дела депертлорла днсърчлнтş

hivatott hatóság által jelentés tételik az iránt, hogy az elkobzott tömeg ellen támasztott minden igények fölszámítás vagy egyezség által közigazgatási uton vagy törvény útján elintéztettek, kötelesek a jogereü fölszámítási határozatokat az illetékes birói hatósággal közölni, s egyszersmind ennek mindazon hitelezőket kijelelni, kiknek az elkobzott tömeg elleni követelése 1851 márczius 20-kán (bir. törv. lap 72. sz.) s 1853 márczius 23-kán kelt rendeleteim (birod. törv. lap 54. sz.) értelmében érvényeseknek ismertettek.

§. 8.

A birói hatóság annakutánna azon hitelezőket, kik a főnebbi szakaszban idézett rendeleteim értelmében, s azoknak engedélyéhez képest az elkobzott vagyona igényeket jogosan támaszthatnak, s a kárpótlási tőkéből kifizettetésüket kívánni akarják, köteles fölszólítani, miszerint ezen igényeket egy kitüzendő határidő alatt az illető bíróságnál jelentsék be, ellenkező esetben ők a kárpótlási tőke kirendelése iránti tárgyalásból ki fogván záratni.

Epenygy köteles a bíróság az államkincstár képviselőit az elkobzott tömeg nevében értesíteni a végett, hogy ők ugyanazon határidő alatt azon hitelezőket, kiknek 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim 30. §.-s illetőleg 1856 január 1-jén kelt nyiltparancsom 29. §. értelmében a kárpótlási tőkére utalása kívántatik, nevezzék meg.

§. 9.

A megelőző szakaszban említett határidő rendszerint harmincz napra szabandó, még pedig olly módon, hogy annak utolsó kalendariumi napja kifejeztessék, s ez azon idő figyelembe vételével számitassék, mellyben az értesítés valószínűleg meg fog történni.

A tárgyalási határidő a 8. §-ban rendelt határidő eltelté után körülbelöl 14 napra tüzendő ki.

A felek értesítése tekintetében 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim (bir. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) 34 és 35. §§., illetőleg 1856 január 1-jén kelt nyiltparancsom 33 és 34. §§.-nak határozatai érvényesek.

§. 10.

A bíróságnak a kirendelési tárgyalásnál további eljárása 1854 január 16-kán kelt nyiltparancsaim (bir. törv. lap 21, 22 és 23. sz.) s illatöleg 1856 január 1-jén kelt nyiltparan-

schages beauftragten Behörde die Anzeige zukommt, daß alle auf eine confiscirte Masse erhobenen Ansprüche durch Liquidirung oder Ausgleichung im administrativen Wege oder im Rechtswege ausgetragen sind, die rechtskräftigen Liquidationserkenntnisse der competenten Gerichtsbehörde mitzuthellen, und ihr zugleich alle jene Gläubiger bekannt zu geben, deren Forderungen gegen die Confiscationsmasse im Sinne Meiner Verordnungen vom 20. März 1851, No. 72 des Reichs-Gesetz-Blattes, und vom 23. März 1853, No. 54 des Reichs-Gesetz-Blattes, als zu Recht bestehend anerkannt worden sind.

§. 8.

Diese Gerichtsbehörde hat sohin diejenigen Gläubiger, welche im Sinne und nach Zulässigkeit Meiner im vorhergehenden Paragraphen bezogenen Verordnungen Ansprüche an das für verfallen erklärte Vermögen zu stellen berechtigt und gewillt sind, ihre Bezahlung aus dem Entschädigungscapitale zu verlangen, aufzufordern, diese Ansprüche binnen einer zu bestimmenden Frist bei dem betreffenden Gerichte anzumelden, widrigens sie von der Verhandlung über die Zuweisung des Entschädigungscapitales ausgeschlossen sind.

Ebenso hat das Gericht den Vertreter des Staatschages Namens der Confiscationsmasse zu verständigen, binnen der gleichen Frist jene Gläubiger namhaft zu machen, deren Ueberweisung auf das Entschädigungscapital im Sinne des §. 30 Meiner Patente vom 16. Januar 1854, bezüglich des §. 29 Meines Patentes vom 1. Januar 1856 verlangt wird.

§. 9.

Die im vorhergehenden Paragraphen erwähnte Frist ist in der Regel auf dreißig Tage und zwar in der Art anzuordnen, daß der letzte Kalendertag derselben ausgedrückt, und dieser mit Rücksicht auf die Zeit, zu welcher die Verständigung wahrscheinlich erfolgt seyn wird, zu berechnen ist.

Die Tagsetzung ist beiläufig auf 14 Tage nach Verlauf der im §. 8 angeordneten Frist anzuberaumen.

In Bezug auf die Verständigung der Parteien haben die Bestimmungen der §§. 34 und 35 Meiner Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-Blattes, bezüglich der §§. 33 und 34 Meines Patentes vom 1. Januar 1856 zu gelten.

§. 10.

Der weitere Vorgang des Gerichtes bei der Zuweisungsverhandlung hat sich nach den Bestimmungen Meiner Patente vom 16. Januar 1854, No. 21, 22 und 23 des Reichs-Gesetz-

кз апъраоа вiсiерiеi сlаtъаи, воръ къпъа дпсчиипароа къ тоте претинцисиае ръдикате асъпра массеi конфискате сжнт дпплините prin limnezipe op дппъчъирипе не кале административъ op не калеа лецеi, воръ коммъника пъмаi декътъ жъдекъторiеi компетинте сжнтинтеле de limnezipe пъсате дп пътере де леце шитотдеодатъ и воръ нотифика шит не тоуi ачеiа кредиторi але къроръ претинциси с'аъ рекънопоскатъ де дренте дп привинда массеi конфискате, дп дпцелескъаъ ординъчъириоръ дин 20. Марте 1851, (въл. имп. N. 72), шит дин 23. Марте 1853, (въл. имп. N. 54).

§. 8.

Ачеаcта жъдекъторiъ апоi не тоуi ачеiа кредиторi, карi не темейкъаъ ординъчъириоръ меле читате дп параграфъаъ пречединте воръ авъдрентъ а ръдика претинциси дп привинда аверел декларате де конфискате, шит се воръ фи дпвоитъ а-шит претинде солвчъириае лоръ дин капиталъаъ де decdamnare, и ва провока, ка пълъла жнъ терминъ defintъ съ-шит дпчинъе претинцисиае лоръ ла респентива жъдекъторiъ, фииндкъ ла динконтра воръ фи ескишит дела пертрантароа decnpe accemnareа капиталъаъ де decdamnare.

Accemineа ва дпсчиинда ачеаcта жъдекъторiъ дп пъселе массеi конфискате шит не респектантеле вiсiерiеi сlаtъаи, ка дп жнъ accemineа терминъ съ пъсөөаскъ не ачеiа кредиторi дп привинда кърора се претинде accemnareа ла капиталъаъ де decdamnare дп дпцелескъаъ §-аи 30 дин патентеле меле дин 16. Iанъарие 1854, респентиве аъ §-аи 29 дин патента дин 1. Iанъарие 1856.

§. 9.

Терминъаъ де каре е вора дп параграфъаъ пречединте ва фи де перкъаъ де тpeizeчi де zile, шит се ва ордина actfelъ дпккъаъ съ се еспрime чеа дин ертъаъ zi а къръндарикаъ, каре авъндъ дп ведере тинъаъ дп каре е проваверъ къ с'а фъккъаъ дпсчиипароа, се ва коммъта.

Ziа de дпфъцишаре се ва цинъ кам дп 14 zile дъпъ че ва фи тpeккъаъ терминъаъ ординатъ дп §. 8.

Дп привинда дпсчииндъреi пърдироръ се воръ обсерва дичъсечъириае §§-лоръ 34 шит 35 дин патентеле меле дин 16. Iанъарие 1854, (въл. имп. N. 21, 22 шит 23), респентиве але §§. 33 шит 34 дин патента дин 1. Iанъарие 1856.

§. 10.

Прочесъра хатериоре а жъдекъторiеi дп привинда пертрантъреi де accemпъчъириае се ва дпдрента дъпъ дичъсечъириае патентелоръ меле дин 16. Iанъарие 1854, (въл. имп. N. 21, 22

csom (birod. törv. lap 7. sz.) határozataihoz alkalmazandó, a mennyiben ezek 1851. márczius 20-kán (birod. törv. lap 72. sz.) s 1853. márczius 23-kán kelt rendeleteim (bir. törv. lap 54. sz.) mellett alkalmazhatók.

11. §.

Ha az államkincstár képviselésével megbizott hatóságok által, a földtehermentesítési országos bizottmány, illetőleg a pénzalap-igazgatóság előtt kimutattatik, hogy valamely elkobzott tömegre magánhitelezők részéről igények nem léteznek, ugy a földtehermentesítési országos bizottmány, illetőleg pénzalap-igazgatóság köteles erre közvetlenül a kárpótlási tőkét az illető elkobzott tömeg nevében az államkincstárra szóló kötelezvényekben kibocsátani, s az illető hatóságoknak kiszolgáltatni.

12. §.

Ezen rendeletnek az elkobzott javakat tárgyazó határozatai csak annyiban alkalmazandók, a mennyiben az elkobzás eddigi kegyelmi tényeim által meg nem szüntetett, vagy jövőben kegyelmi tények által egyes esetekben meg nem fog szüntetni.

13. §.

Ezen rendelet végrehajtásával bel-, igazság- és pénzügyi ministereim bizvák meg.

Laxenburg 1857. június 26-kán.

Ferencz József s. k.

Gróf Buol-Schauenstein s. k.

Báró Bach s. k.

Gróf Nádasdy s. k.

Báró Bruck s. k.

Legfelsőbb rendeletre:

Marherr J. s. k.

125. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857. július 8-ról, mellyel a salzburgi országos törvényszék s városilag ki-rendelt járási bíróság telekkönyvi hivatalainál eddigelő vezetett végzőkönyvek megszüntetése rendeltetik.

A birodalmi törvénylap - XXVIII. dar. 127. sz. kiadott július 18-kán 1857.

Blattes, bezüglich vom 1. Januar 1856, No. 7 des Reichs-Gesetz-Blattes, zu richten, in soweit dieselben im Bestande Meiner Verordnung vom 20. März 1851, No. 72 des Reichs-Gesetz-Blattes, und 23. März 1853, No. 54 des Reichs-Gesetz-Blattes, zur Anwendung kommen können.

§. 11.

Wird von Seite der mit der Vertretung des Staatsfchages beauftragten Behörden der Grundentlastungs-Landescommission, bezüglich Fondsdirection, der Ausweis geliefert, daß in Bezug auf eine confiscirte Masse keine Ansprüche von Privatgläubigern bestehen, so hat die Grundentlastungs-Landescommission, bezüglich Fondsdirection, hierauf unmittelbar das Entschädigungscapital in, auf den Staatsfchag Namens der betreffenden Confiscationsmasse lautenden Schuldverschreibungen auszustellen und den betreffenden Behörden auszufolgen.

§. 12.

Die Bestimmungen dieser Verordnung über die confiscirten Güter haben nur in sofern Anwendung zu finden, als es von der Confiscation nicht durch Meine bisherigen Gnadenacte abgekommen ist, oder nicht in der Folge durch Gnadenacte in den einzelnen Fällen abgekommen wird.

§. 13.

Meine Minister des Innern, der Justiz und der Finanzen sind mit dem Vollzuge dieser Verordnung beauftragt.

Laxenburg den 26. Juni 1857.

Franz Joseph m. p.

Graf Buol-Schauenstein m. p.

Freiherr von Bach m. p.

Graf Nádasdy m. p.

Freiherr von Bruck m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung

J. Marherr m. p.

No. 125.

V e r o r d n u n g

des Ministeriums der Justiz vom 8. Juli 1857, womit die Abstellung der bei den Grundbuchsämtern des Landesgerichtes und des städtisch-delegirten Bezirksgerichtes in Salzburg bisher geführten Bescheidbücher angeordnet wird.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVIII. Stück No. 127, ausgegeben am 18. Juli 1857.

mi 23), respentive din 1. Ianuarie 1856 (Бял. имп. N. 7), днтрх кѣтѣ ачесте дичнсе-чнлне се ворѣ патѣ апплика пелжугъ ordinъ-чнлне шеле din 20. Marte 1851, (Бял. имп. N. 72), ми din 23. Marte 1853, (Бял. имп. Np. 54).

§. 11.

Дакъ din naptea deperatoriел днсерчнате кѣ анъраеа вичтнелел клатлел се ва преста коммичнел де деаръ пентрх дессърчнареа пѣмжнтлел, respentive днренторатлел де фондърл, лецитимареа, кѣ дн прнвннга массел конфискате нѣ ечнеле ннче о претнчнне де а кредиторлорѣ прнвннг, атнчн коммичннеа деел де дессърчнареа пѣмжнтлел, respentive днренторатлел де фондърл ва емнте дѣдпентлел капнталлел де дѣдпнаре дн облнчннеа че снлѣ дн нѣтеле respentнел массе конфискате кѣтрѣ вичтнел клатлел, нн о па трѣмнте ла дѣрегторн respentнел.

§. 12.

Дичнсечнлне ачестел ordinъчнлн се ворѣ апплика ла вѣндрнле конфискате нѣмаѣ днтрх атлѣ днтрх кѣтѣ дн прнвннга конфисктрел нѣ се ворѣ фн фѣклѣ есценчнлн прнн грацнл днперѣаскѣ ор днтрх кѣтѣ нѣ се ворѣ фаче дн внторѣ дн знеле касърл.

§. 13.

Кѣ есекстареа ачестел ordinъчнлн сннт днсерчннгл мннстрнл мел де интерне де жѣтнцнл ми де финанъ.

Laxenburg дн 26. Iunie 1857.

Францнссѣ Иоснфѣ м. п.

Комнтеле Буол-Шашенстн м. п.

Баронлѣ де Бак м. п.

Комнтеле Надасды м. п.

Баронлѣ де Брѣк м. п.

Din мандатѣ днперѣаскѣ:

J. Marherr m. p.

Np. 125.

Ordinъчннеа

мннстрнлел де жѣтнцнл дн 8. Iulie 1857, прнн каре се ordinъ ка сѣ днчете протокеле де ресолъчнлн че се дннеѣ пѣнѣ акѣм ла офнчнеле де кѣрннле фндѣарн але трнвнналлел де деаръ нн але прѣтрел дрѣане дѣлѣрате дн Салесбурѣ.

Дн вѣлетнлел импернеле мѣнжнтлел XXVIII, Np. 127, еспадатѣ дн 18. Iunie 1856.

126. szám.

Rendelete

a belügyi, s vallás- és oktatásügyi
ministeriumoknak 1857 július 10-
ről,

kiható minden koronaországokra, a lombard-velencei király-
ságot, Dalmátországot s a katonai határőrséget kivéve,

a politikai ügyvitellel megbízott köz-
ségi hatóságoknak a házassági tör-
vény 38. §. szerint a másodszori s
harmadszori kihirdetéstől fölmentést
tárgyazó illetősége iránt.

A birodalmi törvénylap XXVIII. dar. 128. sz.
kiadatott július 18-kán 1857.

Egy különös kérdés folytán a belügyi mi-
nisterium s a vallás- és oktatásügyi ministe-
rium rendelődnök találja, miszerint olly he-
lyeken, melyekre nézve a politikai ügyvitellel
a járási (szolgabírói) hivatal helyett a községi
hatóság van megbízva, a másodszori s har-
madszori kihirdetéstől fölmentés, az 1856 ok-
tóber 8-kán kelt legfelsőbb nyiltparancscsal
(birod. törv. lap 185. sz.) kibocsátott házas-
sági törvény 38. §-hoz képest, a községi ha-
tóságot illeti.

Báró **Bach** s. k.
Gróf **Thun** s. k.

127. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak 1857 ju-
lius 11-ről,

kiható minden koronaországokra,

a vitézségi érdempénz-pótlékokról
szóló nyugtatványok bélyegmentes-
sége tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXVIII. dar. 129. sz.
kiadatott július 18-kán 1857.

Ő cs. k. apostoli Felsége 1857 június 10-
kén kelt legfelsőbb határozványával a vitéz-
ségi érdempénz-pótlékokról szóló nyugtatvá-
nyoknak föltétlen s kivétel nélküli bélyegmen-
tességét helybenhagyni méltóztatott.

Ezen kedvezményben, ennél fogva a vitéz-
ségi érdempénz-pótlékot huzó azon személyek
is részesítendők, kik a valóságos katonai lét-
számhoz s katonai testülethez többé nem tar-
toznak.

Báró **Bruck** s. k.

No. 126.

Verordnung

der Ministerien des Innern und des
Cultus und öffentlichen Unterrichtes
vom 10. Juli 1857.

wirkam für alle Kronländer, mit Ausnahme des lombardisch-
venetianischen Königreiches und der Militärgränze

betreffend die Competenz der, mit
der politischen Geschäftsführung
betrauten Communal-Behörden zur
Ertheilung der Dispens vom zwei-
ten und dritten Aufgebote nach §.
38 des Ehegesetzes.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVIII. Stück No.
128, ausgegeben am 18. Juli 1857.

Ueber eine specielle Anfrage finden sich das
Ministerium des Innern und das Ministerium
für Cultus und Unterricht veranlaßt, zu bestim-
men, daß in Orten, für welche die Communal-
Behörde an der Stelle eines Bezirks- (Stuhl-
richter-) Amtes mit der politischen Geschäftsfüh-
rung betraut ist, die Ertheilung der Dispens
vom zweiten und dritten Aufgebote, in Gemäß-
heit des §. 38 des, mit dem Allerhöchsten Pa-
tente vom 8. October 1856, No. 185 des
Reichs-Gesetz-Blattes, erlassenen Ehegesetzes, der
Communal-Behörde zustehet.

Freiherr von **Bach** m. p.
Graf **Thun** m. p.

No. 127.

Verordnung

des Finanzministeriums vom 11.
Juli 1857,

giltig für alle Kronländer,

in Betreff der Stämpelbefreiung der
Quittungen über Tapferkeits-Me-
dailen-Zulagen.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXVIII. Stück No.
129, ausgegeben am 18. Juli 1857.

Seine k. k. Apostolische Majestät haben mit
Allerhöchster Entschliessung vom 10. Juni 1857
die unbedingte ausnahmslose Stämpelbefreiung
der Quittungen über Tapferkeits-Medailen-Zu-
lagen zu genehmigen geruht.

Es hat daher diese Begünstigung auch jenen
damit theilten Personen zu Guten zu kommen,
welche nicht mehr dem activen Militärstande und
Militärkörper angehören.

Freiherr von **Bruck** m. p.

Nr. 126.

Ordinъчїзnea

ministerielorъ de interne mi de казлѣ
ми дѣвѣтъмѣнтѣлѣ пѣвлїкѣ дїн 10.
Ізліе 1857.

pentr tóte герете имперїалї афаръ de пеннїлѣ ломсардо-
вінегіанѣ, de Далмагія, ми de конфїнілѣ мїлітаре,

деспре компетїнѣа дерегъторїелоръ
коммуналї dectinate pentrъ пѣрта-
реа тревїлоръ політїче, дїн прївінѣа
дїпенсѣреї de a доза ми a треїа
сїрїаре дїнѣ §. 38 дїн леѣеа de
кѣсѣторїѣ.

Дїн вѣлетїнѣлѣ имперїале мѣнѣнкїлѣ XXVIII,
Nr. 128, есїрадатѣ дїн 18. Ізліе 1857.

Ла дїнїреареа фѣкзїѣ, афлѣ кѣ каде мї-
нїстерїлѣ de interne ми челѣ de казлѣ ми дїн-
вѣтъмѣнтѣ а deterміна, кѣ дїн локзїлѣ дїн
карї дерегъторїа коммунале е дїнсѣрїнатѣ кѣ
пѣртареа тревїлоръ політїче дїн локзлѣ претсѣреї,
дїпенсареа de a доза ми a треїа сїрїаре
компете дерегъторїеї коммуналї дїн конформї-
тате кѣ §. 38 дїн леѣеа de кѣсѣторїѣ емїѣ
прїн патента дїнперѣтѣаскѣ дїн 8. Онтѣмѣре
1856, (вѣл. имп. N. 185).

Баронѣлѣ de **Bach** m. p.
Комїтеле **Thun** m. p.

Nr. 127.

Ordinъчїзnea

ministerielorъ de Finance dїн 11.
Ізліе 1857.

pentr tóte герете имперїалї,

прїн каре адеверїнѣеле деспре адаѣ-
селе ла медалїеле de bravѣрѣ се
екзѣтеекѣ de тїмѣрѣ.

Дїн вѣлетїнѣлѣ имперїале мѣнѣнкїлѣ XXVIII,
Nr. 129, есїрадатѣ дїн 18. Ізліе 1857.

M. C. ч. p. Апостолїкѣ прїн рескрїптѣлѣ
дїнперѣтеесѣ дїн 10. Ізліе 1857, а вїневоїтѣ
а аппрѣва, ка адеверїнѣеле деспре адаѣселе
ла медалїеле de bravѣрѣ сѣ фїѣ скзїтїе de
тїмѣрѣ, некѣндїчїзнатѣ ми фѣрѣ есїенчїзне.
Прїн зїтаре ачѣаста фаворїре се ва есїтїнде
ми ла ачеле персѣне, карї нѣ се ворѣ маї
дїне de сїатлѣ мїлітаре антївѣ ми de корпѣлѣ
мїлітаре.

Баронѣлѣ de **Bruck** m. p.

128. szám.

Rendelete

a vallás- és oktatásügyi miniszternek
1857 július 10-ről,

kiható a lombard-velencei királyságra,

az iskolatanácsosok intézményének
a lombard-velencei királyságba le-
endő behozatala iránt.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 130. sz.
kiadatott július 29-kén 1857.

129. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriumnak 1857 ju-
lius 16-ról. a dalmátországi vám-
jegyzék némely kiigazításai tárgyá-
ban.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 131. sz.
kiadatott július 29-kén 1857.

130. szám.

Rendelete

a bel- és igazságügyi ministeriumok-
nak 1857 július 17-ről, mellyel az
urbéri bíróságoknak az egyénileges
tagosítás és elkülönzés foganatosítá-
sára vonatkozó illetősége, azon ur-
béri községekre is megállapittatik,
mellyekben a birtokviszonyok az egy-
kori földesuraságok irányában már
szabályozták.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 132. sz.
kiadatott július 29-kén 1857.

Előfordult kétségek megszüntetése tekin-
tetéből, a bel- és igazságügyi ministeriumok,
az urbéri bíróságoknak ahhoz tartás végett, tudtul
adandónak találják:

miszerint a korábbi urbéri törvényeknek,
az 1853 márczius 2. *) kelt birtokszabályozási
legfelsőbb nyiltparancs által erintlenül hagyott
határozatai értelmében, az urbéri bíróságok az
egyéni tagosítás és elkülönítésnek foga-
natosítására azon urbéri községekre nézve is
illetékesek, mellyekben az elkülönítés az egy-
kori földesuraság s volt jobbágyai között már
ugyan megtörtént, a birtokviszonyok szabályo-
zása, illetőleg a tagosítás és elkülönítés, to-

No. 128.

Verordnung

des Ministers für Cultus und Un-
terricht vom 10. Juli 1857,

wirksam für das lombardisch-venetianische Königreich,

betreffend die Einführung des In-
stitutes der Schulräthe im lomar-
disch-venetianischen Königreiche.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 130,
ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 129.

Erlass

des Finanzministeriums vom 16.
Juli 1857, betreffend einige Be-
richtigungen des dalmatinischen
Zolltarifes.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 131,
ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 130.

Verordnung

der Ministerien des Innern und der
Justiz vom 17. Juli 1857, in Be-
treff der Competenz der Urbarialge-
richte zur Durchführung der indivi-
duellen Commassation und Segrega-
tion in jenen Urbarialgemeinden, in
welchen die Besitzverhältnisse gegen-
über den ehemaligen Grundherr-
schaften bereits geregelt sind.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 132,
ausgegeben am 29. Juli 1857.

Zur Behebung vorgekommener Zweifel fin-
den die Ministerien des Innern und der Justiz
den Urbarialgerichten zur Darnachachtung be-
kannt zu geben:

Daß im Sinne der durch das Allerhöchste Be-
stimmungs-Patent vom 2. März 1853 *) unbe-
rührt gebliebenen Bestimmungen der früheren Urba-
rialgesetze die Urbarialgerichte auch für die Durch-
führung der individuellen Commassationen und Seg-
regationen in jenen Urbarial-Gemeinden competent
sind, in welchen die Absonderung zwischen der
ehemaligen Grundherrschaft und ihren gewesenen
Untertanen zwar bereits stattgefunden hat, die
Ausstragung der Besitzverhältnisse aber, bezüg-
lich die Commassation und Segregation, dann die

Nr. 128.

Ordinъчїене

ministrълѣ de култѣ ми дѣветъ-
мѣнтѣ дин 10. Іуліе 1857.

пентъ рѣмнѣлѣ ломбардо-вїнеціанѣ,

прин каре се дѣтродѣче дѣ рѣм-
нѣлѣ ломбардо-вїнеціанѣ инетїтѣлѣ
де конціларї еколастїчї.

Дѣ вѣлетїнѣлѣ имперїале тѣлѣнкѣлѣ XXIX,
Nr. 130, естрѣдатѣ дѣ 29. Іуліе 1857.

Nr. 129.

Декретѣлѣ

ministrълѣ de Finance дин 16. Іу-
ліе 1857. прин каре се факѣ дѣлѣ
дѣдрентѣрї дѣ тарїфа де ванѣ пен-
трѣ Далмаціа.

Дѣ вѣлетїнѣлѣ имперїале тѣлѣнкѣлѣ XXIX, Nr.
131, естрѣдатѣ дѣ 29. Іуліе 1857.

Nr. 130.

Ordinъчїене

ministrълѣ de interne ми де жѣ-
етїчїѣ дин 17. Іуліе 1857, де оупре
компетїнѣ жѣдецелорѣ зрбарїал
дѣ прївїнѣ есекѣтѣрї коммѣстрїѣ
ми сегрегѣрї индївїдуалї дѣ ачѣлѣ
коммѣнтїѣ зрбарїалї дѣ карї сѣнт
регѣлатѣ реферїнѣде де носсесїне
факѣ кѣ фоктїї домнї пѣтѣнтїѣ.

Дѣ вѣлетїнѣлѣ имперїале тѣлѣнкѣлѣ XXIX, Nr.
132, естрѣдатѣ дѣ 29. Іуліе 1857.

Супре а рѣсфїра дѣдоїала пѣскѣтѣ, афѣлѣ
кѣ калѣ ministrълѣ de interne ми де жѣетї-
чїѣ а фачѣ кѣпнокѣтѣ жѣдецелорѣ зрбарїал:

Кѣ не темѣлѣлѣ дїспѣсѣчїнїлорѣ лѣпїлорѣ
зрбарїалї де маї дѣнаїте карї аѣ рѣмѣсѣ не-
модїфїкатѣ прин патѣнта дѣмперѣтѣсѣкѣ де ре-
гѣларѣа носсесїснѣї дин 2. Марте 1853 *),
жѣдецелѣ зрбарїалї сѣнт компетїнѣї ми дѣ
прївїнѣа есекѣтѣрї коммѣстрїлорѣ ми сегрегѣ-
гѣрїлорѣ индївїдуалї дѣ ачѣлѣ коммѣнтїѣ зр-
барїалї, дѣ карї де фѣкѣтѣ с'а фѣкѣтѣ деспѣр-
цїрѣа дѣнтре фоктїї домнї пѣтѣнтїѣ ми дѣнтре
сѣддїїї лорѣ, дѣнсе нѣ с'аѣ дѣтермінѣтѣ дѣнтре
сѣддїїї дѣнтре сїне реферїнѣде де носсесїснѣ,

*) Birod. törv. lap XIV. dar. 38, 40, 41. sz.

*) Reichs-Gesetz-Blatt, XIV. Stück, No. 38, 40 und 41.

*) Bsz. imp. тѣлѣ. XIV., Nr. 38, 40 mi 41.

vább a legelőnek az egyes jobbágyok közötti egyénileges felosztása azonban, elmaradt.

Az egykori urbéri községnek azonban, illy esetekben szabadságában áll, birtokaik egyénileges összesítését s a legelőrészek egyénileges felosztását a szolgabírói (járási) hivatalok előtt, egyezség után, olly föltétel alatt foganatosítani, hogy az illy egyezségek az urbéri föltörvényszékeknek jóváhagyás végett felterjesztessenek.

Báró **Bach** s. k.
Gróf **Nádasdy** s. k.

131. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak, a belügyi ministeriummal s a legfőbb rendőri hatósággal egyetértőleg 1857 július 17-ről,

kiáltó minden koronaországra,

a honbizonyítványok bélyegkezelése tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 133. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

Miután az 1857 február 9-kén kelt császári-rendelet s az 1857 február 15-én kelt foganatosítási szabályok (birod. törv. lap 31 és 32. sz.) által behozott új utlevélrendszer folytán, a honbizonyítványok többé utazási okmányokként nem szolgálnak, hanem csak mint az illetőség igazolására szolgáló okmányok adatként ki, annál fogva többé nem kezelhetők az 1850. évi február 9-én és augusztus 2-kán kelt törvények 85-dik dijszabástétele szerint, hanem azon személy minőségéhez képest, kinek részére kiadatnak, az ezen törvények 116 a) s b) dijszabási tételekben megállapított illeték alá esnek.

Báró **Bruck** s. k.
Báró **Bach** s. k.
Báró **Kempen** s. k. a. t. n.

132. szám.

Rendelete

a hadsereg főparancsnokságának, a bel- és pénzügyi ministeriumnak 1857 július 18-ról,

kiáltó minden koronaországokra, a katonai határőrséget kivéve, de a határőrvidéki községeket bezárólag,

a katonai szolgálattól felmentési díj-

individuelle Theilung der Hutweide zwischen den einzelnen Unterthanen unterblieben ist.

Der ehemaligen Urbargemeinde steht es jedoch in solchen Fällen frei, die individuelle Zusammenlegung ihrer Bestgthümer und die individuelle Zuthellung der Weideantheile auch vor den Stuhlrichter- (Bezirks-) Aemtern im Vergleichswege gegen dem durchzuführen, daß derlei Vergleiche den Urbargobergerichten zur Genehmigung vorgelegt werden.

Freiherr von **Bach** m. p.
Graf **Nádasdy** m. p.

No. 131.

Verordnung

des Finanzministeriums, im Einverständnisse mit dem Ministerium des Innern und der obersten Polizeibehörde vom 17. Juli 1857,

giltig für alle Kronländer,

über die Stämpelbehandlung der Heimathscheine.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 133, ausgegeben am 29. Juli 1857.

Da in Folge des, mit der kaiserlichen Verordnung vom 9. Februar 1857 und der Vollzugsvorschrift vom 15. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt, No. 31 und 32) eingeführten neuen Passsystemes die Heimathscheine nicht mehr als Reiseurkunden dienen, sondern nur als Documente zur Nachweisung der Zuständigkeit ausgefertigt werden, so können dieselben nicht mehr nach Tarifpost 85 der Gesetze vom 9. Februar und 2. August 1850 behandelt werden, sondern unterliegen der in der Tarifpost 116, a) und b) dieser Gesetze nach der Eigenschaft der Person, für welche die Ausstellung erfolgt, festgesetzten Gebühr.

Freiherr von **Bruck** m. p.
Freiherr von **Bach** m. p.
Freiherr von **Kempen** m. p. FMN.

No. 132.

Verordnung

des Armee-Ober-Commando, des Ministeriums des Innern und des Ministeriums der Finanzen vom 18. Juli 1857,

giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgränze, jedoch mit Einschluß der Gränzcommunitäten.

betreffend die Feststellung der Milit-

respective kommacarera mi serperarera, prekm mi dnpzrpera individuale a psciznef. Ks tote achesta, dn atarf kacsrf kommnitziue zrvarialf de mai dnainte, ad voif liberz de a esekta mi prin dnpzrpera fzkstz dnaintea pretzrelorz, kompnereca individuale a posce-cisnlorz lorz mi dnpzrpera individuale a pzrticelolorz de pscizne, dnce nelknz acoa kondicizne, ka atarfi dnpzrpera sz ce dnfczimeze spre anprovare zedecelorz szperiort zrvarialf.

Baronul de **Bach** m. p.
Komitere **Nádasdy** m. p.

Nr. 131.

Ordinziunea

ministerialf de Finance dn dnce-lecere kz ministerialf de interne mi kz szprema astopitate de poli-ziz din 17. Iulie 1857,

nentz tote cerele imperzialf,

despre timbrarea kzrcilorz de in-scripziune.

dn bazetinzul imperiala mznkizul XXIX, Nr. 133, ectpadatf dn 29. Iulie 1857.

Fiindkz dn zrna cictemei celei noze de pasporte, antpodzce prin ordinziunea dnne-rztoackz din 9. Fazrz 1857, mi prin norma-tivulz de esektare din 15. Fazrz 1856, (bzl. imp. N. 31 mi 32), kzrcile de in-scripziune nz mai serveskz ka dokzmente de kzltoriz ci ce daf nzmaf ka dokzmente nentz leutilmarera komnetingei, de acoea dncele nz ce mai notz tranta dnz post. tarif. 85 alz lecei din 9. Fazrz mi 2. Azrcelz 1850, ci sznt szpnzce la tancele postz. tarif. 116, a) mi b) alz achestorz lezi, karf sznt a ce determina dnz kaizateca percónef nentz kare ce daf.

Baronul de **Bruck** m. p.
Baronul de **Bach** m. p.
Baronul de **Kempen** m. p. M.-J.

Nr. 132.

Ordinziunea

szpremei kommande de ócte. a mi-nisterialf de interne mi a celei de Finance din 18. Iulie 1857.

nentz tote cerele imperzialf afaoz de konfinizul mizitare, dnce dnprezsz kz kommnitziue konfiniari.

prin kare ce determinz tanca de

nak az 1858. évre megállapítása iránt.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 134. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

A hadsereg főparancsnoksága a bel- és pénzügyi ministeriummal azon határozatra egyezett, miszerint az 1857. évre egy ezer ötszáz pengő forint összegben megállapított katonaszolgálati fölmentési díj, változatlanul, az 1858 évre is fentartassék.

Mi is ezennel általános tudomásul közzétételik.

Báró **Bach** s. k.
Báró **Bruck** s. k.
Teuchert s. k. a t. n.

133. szám.

Rendelete

a pénz- és igazságügyi ministeriumnak 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra, melly által azon legfelsőbb határozatok, mellyekkel az általános bányatörvény a lombard-velencei királyságban s Dalmátországon életbe lépénd közzétételnek, s a hatály kezdetének időpontja megállapittatik.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 135. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

134. szám.

Rendelete

a bel- és pénzügyi ministereknek 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra, mellyel az általános bányatörvénynek a lombard-velencei királyságban s Dalmátországon való kezelése véggetti bányahatóságok, ideiglenesen föllállittatnak.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 136. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

tárdienst-Befreiungstage für das Jahr 1858.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 134, ausgegeben am 29. Juli 1857.

Das Armee-Ober-Commando, das Ministerium des Innern und das Ministerium der Finanzen haben sich in dem Beschlusse geeinigt, daß die für das Jahr 1857 festgesetzte Militärdienst-Befreiungstage im Betrage von Eintausend fünfhundert Gulden Conventions-Münze unverändert auch für das Jahr 1858 beizubehalten ist. Welches hiemit zur allgemeinen Kenntniß verlaublich wird.

Freiherr von **Bach** m. p.
Freiherr von **Bruck** m. p.
Teuchert m. p. F.M.L.

No. 133.

B e r o r d n u n g

der Ministerien der Finanzen und der Justiz vom 20. Juli 1857, gültig für das lombardisch-venetianische Königreich und Dalmatien, wodurch die Allerhöchsten Bestimmungen, mit denen das allgemeine Berggesetz im lombardisch-venetianischen Königreiche und in Dalmatien in Wirksamkeit zu treten hat, fundgemacht werden und der Zeitpunkt der beginnenden Wirksamkeit festgestellt wird.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 135, ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 134.

B e r o r d n u n g

der Minister des Innern und der Finanzen vom 20. Juli 1857, gültig für das lombardisch-venetianische Königreich und für Dalmatien, womit die Bergbehörden zur Handhabung des allgemeinen Berggesetzes im lombardisch-venetianischen Königreiche und in Dalmatien provisorisch aufgestellt werden.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 136, ausgegeben am 29. Juli 1857.

експреа де сервицълă militare pentru anulă 1858.

În buletinulă imperială mълнскълă XXIX, Nr. 134, есрдатăş đн 29. Іаіе 1857.

Съпрема командă де ъсте а девисăş đн џнделенере къ ministerele de interne şи de finance, ка танса де експреа де сервицълă militare че а фостăş determinatăş pentru anulă 1857, đн сума де зна мїіъ чїнчїсате Флорїнї мон. копв. сь ретхлăş нескїмватăş шї pentru anulă 1857.

Ачѳаста се фаче кѳноскѳтăş тѳтѳорѳ.

Баронълă де **Бач** м. п.
Баронълă де **Брук** м. п.
Teuchert м. п. М. Л.

Nr. 133.

Ordinъчїзnea

ministereelorăş de Finance şи de justiциăş din 20. Іаіе 1857, pentru ремнлăş lombardo-venecianăş şи Dalmacia, prin care се пѳвлїкѳş dїенѳсечїзнїле đтїнерѳтесчї сѳв карї are се đнтре đн antivitate đн ремнлăş lombardo-venecianăş şи đн Dalmacia лѳдеа đнверсале мїнераре, шї се determinăş епока đнтрѳреї đн antivitate.

În buletinulă imperială mълнскълă XXIX, Nr. 135, есрдатăş đн 29. Іаіе 1857.

Nr. 134.

Ordinъчїзnea

ministereelorăş de interne şи de finance din 20. Іаіе 1857, pentru ремнлăş lombardo-venecianăş şи Dalmacia, prin care се Інстїтѳе đн modăş provїсѳре deregъторїеле pentru mълнїнереа лѳдеї đнверсалї мїнерарї đн ремнлăş lombardo-venecianăş şи Dalmacia.

În buletinulă imperială mълнскълă XXIX, Nr. 136, есрдатăş đн 29. Іаіе 1857.

135. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra, a bányabiróságot gyakorlandó elsőfolyamodásu törvényszékek kirendelése, azoknak hatásköre s illetősége tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 137. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

136. szám

Rendelete

a pénz- és igazságügyi ministeriumoknak 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra, mellyel a vegrehajtási szabályok azon legfelsőbb határozatok fogantatására bocsátatnak ki, mellyek alatt az általános bányatörvény hatályba lép.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 138. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

137. szám.

Rendelete

az igazság- és pénzügyi ministeriumoknak 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra, mellyel több rendű az általános bányatörvényhez annak a lombard-velencei királyságba s Dalmátországba lett behozatalaig, a többi koronaországra nézve kibocsátott utólagos rendeletek, a fentnevezett koronaországokban is kötelezőknek nyilvánítatnak.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 139. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

138. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak 1857 július 20-ról,

kiható a lombard-velencei királyságra s Dalmátországra,

No. 135.

V e r o r d n u n g

Des Justizministeriums vom 20. Juli 1857,

giltig für das lombardisch-venetianische Königreich und Dalmatien, betreffend die Bestellung der Gerichtshöfe erster Instanz, welche die Berggerichtsbarkeit auszuüben haben, dann den Wirkungskreis und die Zuständigkeit derselben.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 137, ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 136.

V e r o r d n u n g

Der Ministerien der Finanzen und der Justiz vom 20. Juli 1857,

wirksam für das lombardisch-venetianische Königreich und Dalmatien, wodurch die Vollzugsvorschriften zur Ausführung der Allerhöchsten Bestimmungen erteilt werden, unter welchen das allgemeine Berggesetz in Wirksamkeit zu treten hat.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 138, ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 137.

V e r o r d n u n g

Der Ministerien der Justiz und der Finanzen vom 20. Juli 1857,

wirksam für das lombardisch-venetianische Königreich und Dalmatien,

wodurch mehrere zum allgemeinen Berggesetz bis zu dessen Einführung im lombardisch-venetianischen Königreiche und Dalmatien, für die übrigen Kronländer erlassenen nachträglichen Verordnungen auch da selbst als verbindlich erklärt werden.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 139, ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 138.

V e r o r d n u n g

Des Finanzministeriums vom 20. Juli 1857,

wirksam für das lombardisch-venetianische Königreich und Dalmatien.

Nr. 135.

Ordinъчиsnea

ministeriálái de ждетигиъ din 20. Iulie 1856.

pentru peninsulă lombardo-venetiană și Dalmația, prin care se institue ждетегеле де Фордлă датеиs карі аd а есерчита потестатеа ждетктореаскъ минераре, și се детерминъ компетинга și ефера дорд де антибитате.

Ан вълетингъ имперіале тълънкъгъ XXIX, Nr. 137, есрдатъ дн 29. Iulie 1857.

Nr. 136.

Ordinъчиsnea

ministeriелорд де Finance mi de ждетигиъ din 20. Iulie 1857.

pentru peninsulă lombardo-venetiană și Dalmația, prin care се emitъ прескриптеле де есере есекстареа диепсеуиsнлорд имперіале сдъ карі аре се интре дн антибитате ледеа зниверсале минераре.

Ан вълетингъ имперіале тълънкъгъ XXIX, Nr. 138, есрдатъ дн 29. Iulie 1857.

Nr. 137.

Ordinъчиsnea

ministeriелорд де ждетигиъ mi de Finance din 20. Iulie 1857.

pentru peninsulă lombardo-venetiană și Dalmația, prin care пълъ че се ва днтродече дн пенсдлă донбардо-винегіанă ледеа зниверсале минераре, се декларъ де облігаторе ми пентръ ачесте дері маї пълте ordinъчисни сзиплемантарі че с'ад Фостд Фълкдтд ла ачесте леде ми с'ад Фостд емисд пентръ челелалте дері але имперіалі.

Ан вълетингъ имперіале тълънкъгъ XXIX, Nr. 139, есрдатъ дн 29. Iulie 1857.

Nr. 138.

Ordinъчиsnea

ministeriálái de Finance din 20. Iulie 1857,

pentru peninsulă lombardo-venetiană și Dalmația,

mellyel az 1854 márczius 23. kelt általános bányatörvénnyel összefüggésben álló bányaadózási szabályok a lombard-velencei királyságban s Dalmátországban is kötelezőknek nyilvánítatnak.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 140. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

139. szám.

Rendelete

a bel- és igazságügyi ministeriumoknak 1857 július 24-ről,

kiható az erdélyi nagyfejedelemségre,

mellyel elrendeltetik, miszerint olly szerződésekből eredő keresetekre nézve, mellyek az 1854 június 21-kén kelt legfelsőbb nyiltparancs (bir. törv. lap 151. sz.) kihirdetése óta az abban érintett szolgáltatások megváltása iránt köttettek, a birói segélyt csak akkor szabadjon megadni, ha ezek a földtehermentesítési országos bizottmány által megerősítettek.

A birodalmi törvénylap XXIX. dar. 141. sz. kiadatott július 29-kén 1857.

Észrevétetvén, miszerint az erdélyi nagyfejedelemségben, az 1854 június 21-kén kelt legfelsőbb nyiltparancs (bir. törv. lap 151. sz.) megjelenése után, az egykori földesurak s a curialisták s a majorsági telkeken lévő telepedők között, az ezen nyiltparancs által megváltatónak nyilvánított szolgáltatások megváltása iránt, az arra hivatott földtehermentesítési közlönyök közbejötté s ezen törvény világos határozatainak tekintetbe vétele nélkül köttettek, a bel- és igazságügyi ministeriumok rendelendőnek találják:

miszerint azon keresetekre nézve, mellyek az említett legfelsőbb nyiltparancs közzététele után, az abban érintett szolgáltatások megváltása iránt kötött szerződések alapján indítatnak, a birói segély csak akkor adassék meg, ha ezen szerződések a földtehermentesítési országos bizottmány által megerősítettek, s hogy az illető felek dolga, ezen megerősítést előbb kellő módon kieszközölni.

Báró Bach s. k.
Gróf Nádasdy s. k.

L. 1857.

wodurch die, mit dem allgemeinen Berggesetz vom 23. Mai 1854 im Zusammenhange stehenden Vorschriften über Bergwerks-Abgaben auch im lombardisch-venetianischen Königreiche und in Dalmatien als verbindlich erklärt werden.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 140, ausgegeben am 29. Juli 1857.

No. 139.

Verordnung

der Ministerien des Innern und der Justiz vom 24. Juli 1857,

giltig für das Großfürstenthum Siebenbürgen,

womit verordnet wird, daß über Klagen aus Verträgen, welche seit der Kundmachung des Allerhöchsten Patentens vom 21. Juni 1854, No. 151 des Reichs-Gesetz-Blattes, über die Ablösung jener Leistungen geschlossen wurden, die richterliche Hilfe nur dann ertheilt werden dürfe, wenn dieselben von der Grundentlastungs-Landes-Commission bestätigt worden sind.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXIX. Stück No. 141, ausgegeben am 29. Juli 1857.

Ueber die gemachte Wahrnehmung, daß im Großfürstenthume Siebenbürgen nach dem Erscheinen des Allerhöchsten Grundentlastungs-Patentes vom 21. Juni 1854, Nr. 151 des Reichs-Gesetz-Blattes, zwischen den ehemaligen Grundherren und den Curialisten und Ansiedlern auf Allodialgründen Verträge über die Ablösung der nach diesem Allerhöchsten Patente für ablösbar erklärten Leistungen ohne Dazwischenkunft der hiezu berufenen Grundentlastungs-Organen und ohne Beobachtung der ausdrücklichen Bestimmungen jenes Gesetzes abgeschlossen wurden, finden die Ministerien des Innern und der Justiz zu verordnen:

Daß über Klagen aus Verträgen, welche seit der Kundmachung des bezogenen Allerhöchsten Patentens über die Ablösung jener Leistungen geschlossen wurden, die richterliche Hilfe nur dann ertheilt werden dürfe, wenn dieselben von der Grundentlastungs-Landes-Commission bestätigt worden sind, und daß den theilhaftigen Parteien obliege, diese Bestätigung früher im geeigneten Wege einzuholen.

Freiherr von Bach m. p.
Graf Nádasdy m. p.

prin care normativele despre contrăcţiunea minierare carei etăd şi legea minierare univereale din 23. Mai 1854, ce declară de obligatorie şi pentru regiunile lombardo-venetiană şi Dalmaşia.

Ан ввлетинял империялї тълънкїял XXIX, Nr. 140, есрдатъ ан 29. Іюліе 1857.

Nr. 139.

Ordinъчїsnea

ministerielorъ de interne şi de justiціe din 24. Іюліе 1857,

pentru ţарале prinţipaţї Ardealul,

prin care се ordinъ ка ан привїнда инкеселоръ din contrantele carei dăpъ публїкареа патентеї имперьтесчї din 21. Іюліе 1854, (вдл. имп. N. 151), се воръ фи инкеиатъ асупра рескѣмпъръреї атъроръ престъчїsнї, нѣмаї атнчї сь се дее ажжѣторїс жѣдекъторескѣ, кѣндъ воръ фи апровате де кѣтръ коммїсїsнеа де деаръ пентрѣ десърчїнареа нѣмѣнтълї.

Ан ввлетинял имперїале тълънкїял XXIX, Nr. 141, есрдатъ ан 29. Іюліе 1857.

Фїндкѣ с'а обсерватъ, кѣ дѣпъ публїкареа патентеї имперьтесчї де десърчїнареа нѣмѣнтълї din 21. Іюліе 1854, (вдл. имп. N. 151), ан Арdealъ, антре focії domні нѣмѣнтенї шї антре крїалїсї шї колонї не фндърїле аллодіале с'ад инкеиатъ контранте despre рескѣмпърареа престъчїsнїлоръ декарате де рескѣмпърарере prin ачеастъ патентъ имперьтескѣ, фъръ де анревїнїреа органелоръ де десърчїнареа нѣмѣнтълї dectinate спре ачеаста шї фъръ де обсервареа дїспѣсїsнїлоръ кѣмпрїнсѣ ан ачеаста леце, де ачеа ministeriele de interne şi de justiціe афлъ кѣ кале а ordina:

Кѣ ан привїнда инкеселоръ din contrantele carei dăpъ публїкареа респентивеї патенте имперьтесчї се воръ фи инкеиатъ асупра рескѣмпъръреї атъроръ престъчїsнї нѣмаї атнчї с пермїсѣ а се да ажжѣторїс жѣдекъторескѣ, кѣндъ еле воръ фи апровате де кѣтръ коммїсїsнеа де реї де десърчїнареа нѣмѣнтълї, шї кѣ асупра пърїлоръ каде деторїнда де а черѣмаї антеїс ачеастъ апроваре не кале корреспѣнзетѣре.

Баронялъ де Бач m. п.
Комїтеле Nádasdy m. п.

55

140. szám.

Rendelete

a pénzügyi s kereskedelmi minis-
teriumoknak 1857 július 23-ról.

kiható minden koronaországra,

mellyel a bányahatósági elintézésék-
nek a posta útján külön térti vevény
melletti kézbesítése megengedettik.

A birodalmi törvénylap XXX. dar. 142. sz.
kiadatott augusztus 11-kén 1857.

A pénzügyi s kereskedelmi minis-
teriumok, a mennyiben a katonai határőrségre vonatko-
zik, a cs. k. hadsereg főparancsnokságával
egyetértőleg, megengedendők találják, mi-
szerint a hírosági elintézéséknek posta út-
ján, külön térti vevények melletti kézbesítése
iránt, eredetileg csak Alsó-Ausztriára nézve
kibocsátott, az 1856. évi szeptember 22. kelt
rendelettel (bir. törv. lap LII. dar. 209. sz.)
minden egyéb koronaországra kiterjesztett, 1853
ápril 5. kelt rendelet (birod. törv. lap XVIII.
dar. 60. sz.) határozatai, a bányahatósá-
gok azon kibocsátványaira nézve is alkal-
maztassanak, mellyeknek kézbesítése a birói
rendtartás szerint saját kézhez eszközöndök.

Báró Bruck s. k.
Toggenburg lovag s. k.

141. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriumnak 1857 ju-
lius 30-ról.

kiható az összes birodalomra,

a liszt és őrlési termékeknek, Dal-
mátország s a közös vámterület kö-
zötti forgalomban engedett vámked-
vezmény tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXX. dar. 143. sz.
kiadatott augusztus 11-kén 1857.

Ő cs. k. apostoli Felsége 1857 július 23-
kán kelt legfelsőbb határozványával legke-
gyelmesebben megengedni méltóztatott, hogy
a közös ausztriai vámterület, s ehhez képest a
szabad kikötőkbeni gyártmányoknak az 1857
február 18. kelt dalmát vámjegyzék (birod.
törv. lap X. dar. 44. sz., 115. lap) előemlé-
keztetésének 14. §-a értelmében, engedett
vámkedvezményekben, liszt és őrlési termékek
(vámjegyzéki tétel 4. c. bet.) is részesüljenek.

Báró Bruck s. k.

No. 140.

Verordnung

der Ministerien der Finanzen und
des Handels vom 23. Juli 1857,

giltig für alle Kronländer,

über die Zulässigkeit der Zustellung
bergbehördlicher Erledigungen durch
die Post gegen eigene Retour-Rece-
pisse.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXX. Stück, No. 142
ausgegeben am 11. August 1857.

Die Ministerien der Finanzen und des Han-
dels finden im Einverständnisse mit dem k. k.
Armee-Ober-Commando, bezüglich der Militär-
gränze die Anwendung der, mit der Verordnung
vom 5. April 1853 (XVIII. Stück, No. 60
des Reichs-Gesetz-Blattes) ursprünglich nur für
das Erzherzogthum Oesterreich unter der Enns
erlassenen und mit der Verordnung vom 22. Sep-
tember 1856 (LII. Stück, No. 209 des Reichs-
Gesetz-Blattes) auf sämtliche übrige Kronländer
ausgedehnten Bestimmungen über die Zustellung
gerichtlicher Erledigungen durch die Post gegen
eigene Retour-Recepisse auch bei jenen Erlassen
der Bergbehörden zu gestatten, deren Zustel-
lungen zu eigenen Händen der Parteien gericht-
sordnungsmäßig zu erfolgen haben.

Freiherr von Bruck m. p.
Ritter von Toggenburg m. p.

No. 141.

Erlass

des Finanzministeriums vom 30. Juli
1857,

giltig für das ganze Reich,

über die Zollbegünstigung für
Mehl und Mahlproducte im Ver-
kehr Dalmatiens mit dem allgemei-
nen Zollgebiete.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXX. Stück, No. 143,
ausgegeben am 11. August 1857.

Seine k. k. Apostolische Majestät haben mit
Allerhöchster Entschliessung vom 23. Juli 1857
Allergnädigt zu gestatten geruht, daß an der,
den Fabriken des allgemeinen österreichischen
Zollgebietes und demgemäß auch jenen in dem
Freihafen nach §. 14 der Vorermennung zum
dalmatinischen Zolltarife vom 18. Februar
1857 (Reichs-Gesetz-Blatt, X. Stück, No. 44,
Seite 115) zugestandenen Zollbegünstigungen auch
Mehl und Mahlproducte (Tariifpost 4, lit. c.)
theilnehmen.

Freiherr von Bruck m. p.

Nr. 140.

Ordinancynea

ministerielorǎ de Finance mi de
kommerciǎ din 23. Iulie 1857.

pentru toate Țările imperiale,

prin care se permite ca intimarea
deciziilorǎ deperȚorieorǎ mine-
rari cu se potǎ face prin postǎ
pe lângǎ recenziu de petziuǎ.

Am Țărilorǎ imperiale Țărilorǎ XXX, Nr.
142, Țărilorǎ Țărilorǎ 11. August 1857.

Ministeriǎ de Finance Țărilorǎ Țărilorǎ
cu Țărilorǎ de kommerciǎ mi Țărilorǎ konfi-
nariǎ militare Țărilorǎ Țărilorǎ mi cu c. p. Țărilorǎ
kommandǎ de Țărilorǎ, afǎr cu kare a
ordina, ca Țărilorǎ de Țărilorǎ de Țărilorǎ
deciziilorǎ Țărilorǎ prin postǎ pe lângǎ
recenziu de petziuǎ, kari prin ordinancynea
din 5. Aprilie 1853, (Țărilorǎ imp. Țărilorǎ XVIII,
N. 60), dintȚărilorǎ c'ǎ Țărilorǎ emicǎ nǎmai
pentru Țărilorǎ de Țărilorǎ, mi prin ordinancynea
din 22. Septembrie 1856, (Țărilorǎ imp. LII, N.
209), c'ǎ Țărilorǎ Țărilorǎ la toate Țărilorǎ
Țărilorǎ ale imperiale, cu se aplica mi la
Țărilorǎ de Țărilorǎ ale deperȚorieorǎ mine-
rari, kari dǎru Țărilorǎ Țărilorǎ a se da Țărilorǎ
Țărilorǎ Țărilorǎ.

Baronǎ de Bruck m. p.
Kavalerǎ de Toggenburg m. p.

Nr. 141.

Dekretǎ

ministerielǎ de Finance din 30. Iu-
lie 1857.

pentru toate Țărilorǎ imperiale,

de Țărilorǎ de Țărilorǎ vamei pentru Țărilorǎ
Țărilorǎ mi produkte de Țărilorǎ Țărilorǎ
kommerciǎ Dalmatielǎ kǎ terito-
riǎ kommonǎ de namǎ.

Am Țărilorǎ imperiale Țărilorǎ XXX, Nr.
143, Țărilorǎ Țărilorǎ 11. August 1857.

M. C. c. p. Anocetǎ prin prescriptǎ
Țărilorǎ din 23. Iulie 1857 a binevoitǎ
a permite, ca mi Țărilorǎ mi produkte de
Țărilorǎ, (Țărilorǎ tariif. 4, lit. c), cu se Țărilorǎ
de favoribile de vame koncese pentru fabri-
kare din teritoriǎ kommonǎ de vame Țărilorǎ
Țărilorǎ mi prin Țărilorǎ mi pentru Țărilorǎ
Țărilorǎ liberǎ dǎru §. 14 ale notei prelimi-
nari la tariifa de vame pentru Dalmatia din
18. Februar 1857, (Țărilorǎ imp. Țărilorǎ X, N. 44,
Țărilorǎ 115).

Baronǎ de Bruck m. p.

menyiben a pezsgőnek átengedése vagy el-
küldése, a Magyarországra, a Szerbvajdaságra,
s a temesi bánságra nézve 1850 november
23. kelt pénzügy-ministeri rendelet (bir. törv.
ap CLVI. dar. 461. sz.) 26. §-ban, s az
Erdélyországra nézve, 1851 február 13. ki-
bocsátott fogyasztási adótörvény (birod. törv.
lap XI. dar. 40. sz.) 20. §-ában előszabott
feltételek alatt történik.

Ezen határozatok azonnal lépnek hatályba.

Báró Bruck s. k.

145. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak 1857 au-
gusztus 3-ról,
kibátó Dalmátországra,

a nyers hústól s a Dalmátországra
nézve 1857 február 18-kán kelt fo-
gyasztási adójegyzék 21. tételében
nevezett tárgyaktól, a vaj kivételé-
vel fizetendő fogyasztási adó föleme-
lése tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXX. dar. 147. sz.
kiadatott augusztus 11-kén 1857.

146. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857
augusztus 7-ről,

kibátó minden koronaországokra, a katonai határőrséget
kivéve,

mellyel az 1857 július 11. kelt leg-
felsőbb határozvány folytán, azon
eljárás állapittatik meg, mellynek
helye van, ha valamely büntetésre-
méltó cselekvény valamely hatóság
által illetéktelenül kihágásul kezel-
tetett, holott büntett vagy vétségkép
lett volna kezelendő.

A birodalmi törvénylap XXX. dar. 148. sz.
kiadatott augusztus 11-kén 1857.

Azon nehézségek elhárítása végett, mellyek
azon esetekben keletkeztek, midőn a járási
bíróóságok (szolgabírói hivatalok, praeturaik)
vagy a kihágások megbüntetésére hivatott más
hatóságok valamely cselekvényt, melly már

Abtretung oder Versendung des Schaumweines
unter Beobachtung der im §. 26 der für Un-
garn, die Wojwodschast Serbien und das Leme-
ser Banat erlassenen Finanzministerial-Verord-
nung vom 23. November 1850 (CLVI. Stück,
No. 461 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre
1850) und beziehungsweise den im §. 20 des
für Siebenbürgen erlassenen Verzehrungssteuer-
gesetzes vom 13. Februar 1851 (XI. Stück,
No. 40 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre
1851) vorgezeichneten Bedingungen stattfindet.

Diese Bestimmungen haben sogleich in Wirk-
samkeit zu treten.

Freiherr von Bruck m. p.

No. 145.

E r l a ß

des Finanzministeriums vom 3.
August 1857,

giltig für Dalmatien,

über die Erhöhung der Verzehrungs-
steuer für rohes Fleisch und für die,
in der Post 21 des Verzehrungs-
steuertarifes für Dalmatien vom 18.
Februar 1857 genannten Gegen-
stände mit Ausnahme von Butter.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXX. Stück, No. 147,
ausgegeben am 11. August 1857.

No. 146.

V e r o r d n u n g

des Justizministeriums vom 7. August
1857.

giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgränze,

wodurch, in Folge Allerhöchster Ent-
schliessung vom 11. Juli 1857,
das Verfahren festgesetzt wird, wel-
ches in dem Falle einzutreten hat,
wenn eine strafbare That von einer
Behörde unzuständiger Weise als
eine Uebertretung behandelt wurde,
während sie als ein Verbrechen oder
Vergehen zu behandeln gewesen wäre.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXX. Stück, No. 148,
ausgegeben am 11. August 1857.

Um die Anstände zu beseitigen, welche sich
in jenen Fällen ergeben haben, wo die Bezirks-
gerichte (Stuhlrichterämter, Präturen) oder an-
dere zur Untersuchung und Bestrafung von Ue-
bertretungen berufene Behörden eine That, die

op espedirea vinului spumatoru cu va face
pe lângă observarea condițiilor indicate în
§. 26 ală ordinuței ministeriale de fi-
nanțe din 23. Noembrie 1850, (bvl. imp. din
anul 1850, (bvl. imp. m. n. CLVI, N. 461),
emise pentru Ungaria, Voivodatul serbicesc și
Banatul timimian și recențive în §. 20
ală legei de darea de concuție din 13. Februar
1851, (bvl. imp. din anul 1851, m. n. XI,
N. 40), emise pentru Ardealul.

Aceste dispozițiuni vor intra numai de-
căt și în aplicabilitate.

Baronul de Bruck m. p.

Nr. 145.

Декретъ

министеріа де Финанге din 3. Au-
gust 1857,

pentru Dalmatia,

prin care се димозгесче darea de
concuție pentru carnea crudă și
pentru obiectele indicate în post.
21 ală tariței de darea de con-
cuție pentru Dalmatia din 18. Februar
1857, а фаръ de ontă.

Ан влетинла имперіале тълкнкіла XXX, Nr.
147, есрдатъ ан 11. Август 1857.

Nr. 146.

Ординъизнеа

министеріа де Јустіціа din 7. Au-
gust 1857,

pentru totă територия имперіа, а фаръ de confineță
militare,

prin care се темейла рескриптіа
имперіескă din 11. Іуліе 1857, се
determină процесора че е а се об-
серва ан касла канда о фаръ
пенале се ва си пертранта ка аба-
тере де катрă о жадекторіе неком-
петинте, פיинда а се пертранта ка
кримъ оп делінта.

Ан влетинла имперіале тълкнкіла XXX, Nr.
148, есрдатъ ан 11. Август 1857.

Спре а динимина грестяіле карі с'а
пъскла ан касрале канда претспеле оп ате
деперторіе децинате pentru investirea și
pedencirea аватеріоръ, аș пертранта
din еропе, о фаръ ка аватере, care днес дшъ

az eszközölt vizsgálat folytán büntett vagy vétségnek mutatkozik, tévedésből kihágáskép kezelék, az 1857 július 11-kén kelt legfelsőbb határozvány folytán a következők rendeltetnek:

1. §.

Ha illy valamely eset, bárki részéről közbevetett felebbezés (bünt. perrendt. 300. §.) folytán az országos főtörvényszék határozata alá kerül, ugy ez az illetéktelen hatóság által hozott határozatot megszüntetni, s az eljárást az illető törvényszékhez utasítani tartozik.

2. §.

Ezen felül az államügyésznek a járási-bíróságok törvényellenes határozatai ellen, a büntető perrendtartás 427. §. által engedett felebbezési joga, hat hónapra, a határozatnak a vádlott részére lett kézbesítésétől számítva, terjesztetik ki, még pedig külömbség nélkül, akár a határozat ítéletet, fölhagyási határozatot, vagy a feleknek kihirdetett megszüntetési határozványt képez.

Az államügyésznek szabadságában áll a fölebbezést s annak kifejtését az ítélő bíróságnál, vagy azon első folyamodásu törvényszéknél, mellyhez osztva van, a fentebbi határidő alatt benyújtani, a mennyiben időközben a törvényes elévülés esete közbe nem jött.

A törvényszék ezen fölebbezést az ítélő bírósággal a további törvényes eljárás végett haladéktalanul közölni tartozik. Ezen határidő lefolyása után az államügyész fölebbezése többé meg nem engedhető, ez azonban a későbbben észrevett fogyatkozások tekintetéből a büntető perrendtartás 427. §. szerint tartozik eljárni.

3. §.

Az országos főtörvényszék azon határozatáról, mellyel az első bíróság (1. 2. §.) illetéktelensége elismertetik, az államügyész s a vádlott, minden egyéb felekkel együtt, kiknek a megszüntetett határozat kézbesítettett értesítendő s a vádlottnak a büntető perrendtartás 204. §-ban foglalt határozatokhoz képest a legfőbb törvényszékhez fölebbezés nyitva áll.

4. §.

Ha az országos főtörvényszék határozata jogereülvé vált, ugy a vizsgálat a már meglevő nyomozások használatával, a mennyiben ezek arra alkalmasok a büntető perrendtartás általános szabályai szerint folytatandó, a büntetés kiszabásánál azonban a bünt. perrendt. 375. §-nak utolsó pontjában foglalt szabály alkalmazandó.

sich bereits nach der gepflogenen Untersuchung als Verbrechen oder Vergehen darstellt, irrthümlich als eine Uebertretung behandelt haben, wird in Gemäßheit Allerhöchster Entschliessung vom 11. Juli 1857 Folgendes verordnet:

§. 1.

Gelangt ein dergleichen Fall im Wege der von wem immer ergriffenen Berufung (§. 300 der Strafproceßordnung) zur Entscheidung des Oberlandesgerichtes, so hat dasselbe den von der incompetenten Behörde gefassten Beschluß aufzuheben und das Verfahren dem zuständigen Gerichtshofe zuzuwenden.

§. 2.

Außerdem wird das im §. 427 der Strafproceßordnung dem Staatsanwalte eingeräumte Recht der Berufung gegen gesetzwidrige Erkenntnisse der Bezirksgerichte auf sechs Monate von dem Tage der Zustellung des Erkenntnisses an den Beschuldigten ausgedehnt und zwar ohne Unterschied, ob das Erkenntniß in einem Urtheile, Ablassungsbeschlüsse oder einem den Parteien kundgemachten Einstellungsbeschlüsse bestehe.

Dem Staatsanwalte steht frei, die Berufung und Ausführung bei dem erkennenden Gerichte oder bei dem Gerichtshofe erster Instanz dem er zugetheilt ist, binnen obiger Frist einzureichen, in sofern nicht mittlerweile der Fall einer gesetzlichen Verjährung eingetreten ist.

Der Gerichtshof hat diese Berufung ungekündigt dem erkennenden Gerichte zur weiteren gesetzmäßigen Amtshandlung mitzutheilen. Nach Ablauf dieser Frist ist keine Berufung des Staatsanwaltes mehr zulässig, derselbe hat sich jedoch hinsichtlich der später wahrgenommenen Gebrechen nach §. 427 der Strafproceßordnung zu benehmen.

§. 3.

Von dem Beschlusse des Oberlandesgerichtes wegen anerkannter Unzuständigkeit der ersten Instanz (§. 1, 2) sind der Staatsanwalt und der Beschuldigte, sammt allen übrigen Parteien, denen das aufgehobene Erkenntniß zugestellt worden war, zu verständigen und es steht dem Beschuldigten nach Maßgabe der im §. 204 der Strafproceßordnung enthaltenen Bestimmungen die Berufung an den obersten Gerichtshof offen.

§. 4.

Ist das Erkenntniß des Oberlandesgerichtes in Rechtskraft erwachsen, so ist die Untersuchung mit Benützung der bereits vorliegenden Erhebungen, in soweit sie hiezu geeignet sind, nach den allgemeinen Vorschriften der Strafproceßordnung zu führen, bei der Bemessung der Strafe aber die im letzten Absatze des §. 375 der Strafproceßordnung enthaltene Vorschrift anzuwenden.

terminarea invecitului a emitit la amintit cu e crimă or delincă. cu ordinul sursătorole din conformitate cu prescripțiile amperțeckă din 11. Iulie 1857:

§. 1.

Daкъ зпѣ атаpe какъ ва сочи спpe децизионе ла къртеа апелативъ, атъчи, фактсе апелативнеа де къртъ опі чине се ва фаче (§. 300 алъ проч. пенале), къртеа апелативъ ва нимичи децизионеа промунчатъ де къртъ депертѳіа некомпетинте, ми ва асемна прочесъра ла трибуналь компетинте.

§. 2.

Афаръ де ачеаста, дрепъль, каре дъпъ §. 427 е кончесъ прократорълаі де сатъ де а аппела дп контра сѳтингелоръ нелегали але претрелоръ, се ечлинде не шесе лъне компстате дин зиза дп каре с'а интиматъ сѳтингца аккзсатълаі, ми анъме фъръ дичинере дакъ децизионеа конциете дп сѳтингъ, дп децизионе де демитипе ор дп децизионе де къртаре пѳбликатъ иърѳилоръ.

Прократорълаі сатълаі аре воіъ ливеръ, ка дп терминълаі индикатъ маі сѳсѳ сѳ дее апелативнеа ми есекстареа ла жѳдекторіа ор трибуналь дециеторіа ла каре е асемнатъ елъ, дпсе нъмаі аша декътва дптр'ачетъ тимъ нъ ва фі интракъ каскълъ прескрипционеі легали.

Трибунальлаі ва коммуніка нъмаі декътъ ачеаста апелативне жѳдекторіеі дециеторе спpe катеріора трантаре оффичіале дъпъ леѳе. Дъпъ тречереа ачестъ терминъ нъ е маі мълъ пермиѳт ниче о апелативне дин партеа прократорълаі сатълаі, дпсе къ лѳте ачестеа дп прівингца челорълаате дефенте че ле ва фі обсерватъ маі тѳрзіс се ва дине де §. 427, дин проч. пенале.

§. 3.

Despre deicişnea sursăi apelative дп прівингца рекъносчереі некомпетингеі трибунальлаі (§§. 1, 2), се воръ дпчлнгда прократорълаі сатълаі ми аккзсатълаі динпрезъ къ лѳте иърѳиле кърора лі с'а дптиматъ сѳтингца деѳингчатъ. сар' аккзсатълаі ва пѳте аппела ла сѳпрема кърте апелативъ не темеіълаі дичнсечизилоръ къпринсе дп §. 204 дин проч. пенале.

§. 4.

Дакъ сѳтингца къртеі апелативе ва фі пѳсатъ дп нѳтере де леѳе, атъчи ивекитънеа фѳлоскндѳсе ми кончатъ риле фѳкѳте дптръ ккълъ воръ фі аккомодате спpe ачеаста, се ва дпденліни дъпъ прескриптеле зпверсали але прочесълаі пенале; сар' ла демѳсѳрареа пенденсѳе се ва апплика дичнсечизнеа къпринсе дп аллініа дин сртъ а §-лаі 375 дин проч. пенале.

A törvényellenes határozatnak jogerettivé vált megszüntetésével, annak minden hatályai megszűnnek.

§. 5.

Azon esetre, ha a vádlott a reá szabott büntetést még teljesen ki nem állotta volna, úgy ő, ha csak az illető vizsgáló bíróság le-tartóztatását nem követelné, a foghelyből el-bocsátandó.

Ezen rendelet minden koronaországokban, a katonai határőrséget kivéve kihirdetése után azonnal hatályba lépend.

Olly határozatokra, mellyek ezen rendelet hatályba léptének napja előtt kihirdetettek, jelen rendelet nem alkalmazandó.

Gróf Nádasdy s. k.

147. szám.

Rendelete

az igazság- és pénzügyi ministeria-moknak 1857 augusztus 9-ről,

kiható Magyar-, Horvát-, és Tótországokra, a Szerbvajdaságra s a temesi hánságra,

az uzsora megszüntetése iránt ezen koronaországokban létező határozatoknak értelmezése tárgyában.

A birodalmi törvénylap XXX. dar. 149. sz. kiadatott augusztus 11-kén 1857.

Mit der rechtskräftig gewordenen Aufhebung des gesetzwidrigen Erkenntnisses hören alle Wirkungen des letzteren auf.

§. 5.

Sollte der Beschuldigte die ihm auferlegte Strafe noch nicht gänzlich ausgestanden haben, so ist derselbe, falls das zuständige Untersuchungsgericht dessen Verwahrung nicht begehren sollte, vom Straforte zu entlassen.

Diese Verordnung hat in allen Kronländern, mit Ausnahme der Militärgränze, sogleich nach ihrer Kundmachung in Wirksamkeit zu treten.

Auf Erkenntnisse, welche vor dem Tage der Wirksamkeit dieser Verordnung bereits kundgemacht sind, findet dieselbe keine Anwendung.

Graf Nádasdy. m. p.

No. 147.

V e r o r d n u n g

der Ministerien der Justiz und der Finanzen vom 9. August 1857,

wirksam für die Königreiche Ungarn, Kroatien und Slavonien, die serbische Wojwodschafft mit dem Temeser Banat,

zur Erläuterung der in diesen Kronländern bestehenden Bestimmungen hinsichtlich der Bestrafung des Wuchers.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XXX. Stück, No. 149. ausgegeben am 11. August 1857.

Данъ че децѣинцарѣа сжтингѣл пелѣрѣте ва пѣса дн пѣтере де леце, ворѣ днчѣта тѣте ефѣтеле еѣ.

§. 5.

Дакъ аккѣсатѣл пѣ ва сѣ днплатѣл дн-трѣара пѣдѣансѣ днпѣсѣ лѣѣ, се ва дѣмѣте дн локѣл де пѣдѣансѣ, днсе пѣмаѣ аша дѣкѣтѣва жѣдѣкѣторѣа инвестѣгѣторѣа пѣ ва чѣре дѣгѣнерѣа лѣѣ.

Ачѣаѣта ordinzѣисне пѣмаѣ дѣкѣтѣ данъ пѣзѣлѣкарѣа еѣ, ва интра дн антѣвѣтѣ дн тѣте цѣрѣле имперѣалѣѣ, афѣрѣ де конѣинѣлѣ пѣ-лѣтѣре.

Ла сжтингѣтеле пѣзѣлѣкарѣа днпѣнте де интра-рѣа дн антѣвѣтѣ а ачѣетѣл ordinzѣиснѣ, пѣ се ва анпѣлѣка нѣче днтѣрѣанѣ кѣнѣ.

Komitele Nádasdy m. p.

Nr. 147.

Ordinzѣисnea

minictepiecopѣ de жѣctѣгѣѣ мѣ де Finance din 9. Августѣ 1857,

pentѣс ѣнрапѣа, Кроагѣа мѣ Сѣлавонѣа, Воѣнодатѣлѣ сѣрѣксѣ мѣ Бѣнатѣлѣ тимѣшѣанѣ,

сѣре а есѣлѣка дѣенѣсѣчѣѣнѣле че есѣетѣ дн ачѣете цѣрѣ дн прѣвѣнѣца пѣдѣансѣрѣѣ ѣсѣрѣрѣѣѣ.

Дн бѣлѣтѣнѣлѣ имперѣале тѣлѣзѣвѣкѣлѣ XXX, Nr. 149, есѣпатѣлѣ дн 11. Августѣ 1857.